

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE
OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN**

12/1/1999

C 705 Justitie

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES
RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION**

12/1/1999

C 705 Justice

Sommaire

Lundi 11 janvier 1999

COMMISSION DE LA JUSTICE - C 705

Interpellation de Mme Jacqueline Herzet au ministre de la Justice sur "le projet de recherche sur l'étude des racines criminogènes du comportement pédophile" (n° 2181)

orateurs : Mme **Herzet**, M. **Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le trafic d'étrangers illégaux vers la Grande-Bretagne" (n° 1596)

orateurs : MM. **Laeremans**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Hans Bonte au ministre de la Justice sur "l'enquête d'antécédents des travailleurs dans le secteur nucléaire par la Sûreté de l'Etat" (n° 1680)

orateurs : MM. **Bonte**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Interpellation de M. Herman De Croo au premier ministre sur "la non-exécution par les membres du gouvernement, à savoir les ministres et secrétaires d'Etat, de la loi votée par le parlement concernant l'article 1412bis du Code judiciaire" (n° 2178)

orateurs : MM. **De Croo**, **Dehaene**, premier ministre

Motions

Questions orales jointes de :

- M. Yves Leterme au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites en matière d'urbanisme" (n° 1781)

- M. Herman De Croo au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites en matière d'urbanisme" (n° 1815)

orateurs : MM. **Leterme**, **De Croo**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Olivier Deleuze au ministre de la Justice sur "le système Echelon" (n° 1745)

orateurs : MM. **Deleuze**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les sommes saisies par l'arrêt du 5 avril 1996 de la Cour de cassation" (n° 1773)

orateurs : MM. **Bourgeois**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la remise de l'affaire Securitas suite à la requête du ministère public" (n° 1771)

orateurs : MM. **Bourgeois**, **Van Parys**, ministre de la Justice

Inhoud

Maandag 11 januari 1999

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE - C 705

Interpellatie van mevrouw Jacqueline Herzet tot de minister van Justitie over "het onderzoeksproject omtrent de studie van de criminogene oorsprong van pedofiel gedrag" (nr. 2181)

sprekers : mevrouw **Herzet**, de heer **Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de smokkel van illegale vreemdelingen naar Groot-Brittannië" (nr. 1596)

sprekers : de heren **Laeremans**, **Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Justitie over "de screening van werknemers in de nucleaire sector door de Staatsveiligheid" (nr. 1680)

sprekers : de heren **Bonte**, **Van Parys**, minister van Justitie

Interpellatie van de heer Herman De Croo tot de eerste minister over "het niet-uitvoeren door de leden van de regering, met name de ministers en staatssecretarissen, van de door het parlement gestemde wet in verband met artikel 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek" (nr. 2178)

sprekers : de heren **De Croo**, **Dehaene**, eerste minister

Moties

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Yves Leterme aan de minister van Justitie over "het vervolgings- en handhavingsbeleid inzake stedenbouw" (nr. 1781)

- de heer Herman De Croo aan de minister van Justitie over "het vervolgings- en handhavingsbeleid inzake stedenbouw" (nr. 1815)

sprekers : de heren **Leterme**, **De Croo**, **Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Olivier Deleuze aan de minister van Justitie over "het Echelon-systeem" (nr. 1745)

sprekers : de heren **Deleuze**, **Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de sommen verbeurdverklaard bij arrest van 5 april 1996 van het Hof van Cassatie" (nr. 1773)

sprekers : de heren **Bourgeois**, **Van Parys**, minister van Justitie

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "het uitstel van de Securitas-zaak op verzoek van het openbaar ministerie" (nr. 1771)

sprekers : de heren **Bourgeois**, **Van Parys**, minister van Justitie

Interpellations et questions orales jointes :

- interpellation de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le risque de prescription de 150 dossiers de fraude à Anvers" (n° 2193)

- question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le manque chronique d'effectifs au parquet d'Anvers" (n° 1778)

- interpellation de M. Frans Lozie au ministre de la Justice sur "le fonctionnement du parquet d'Anvers" (n° 2195)

- question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les substituts fiscaux" (n° 1772)

orateurs : MM. **Bourgeois, Laeremans, Lozie, Van Parys**, ministre de la Justice

Motions

13

20

Samengevoegde interpellaties en mondelinge vragen :

- interpellatie van de heer Geert Bourgeois tot de minister van Justitie over "de dreigende verjaring van 150 fraudezaken in Antwerpen" (nr. 2193)

- mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de chronische onderbezetting van het Antwerps parket" (nr. 1778)

- interpellatie van de heer Frans Lozie tot de minister van Justitie over "de werking van het Antwerps parket" (nr. 2195)

- mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de fiscale substituten" (nr. 1772)

sprekers : de heren **Bourgeois, Laeremans, Lozie, Van Parys**, minister van Justitie

Moties

13

20

COMMISSION DE LA JUSTICE
RÉUNION PUBLIQUE DU
LUNDI 11 JANVIER 1999

PRÉSIDENCE de
M. Verwilghen

La séance est ouverte à 14.15 heures.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE
OPENBARE VERGADERING VAN
MAANDAG 11 JANUARI 1999

VOORZITTER :
De heer Verwilghen

De vergadering wordt geopend om 14.15 uur.

Interpellation de Mme Jacqueline Herzet au ministre de la Justice sur "le projet de recherche sur l'étude des racines criminogènes du comportement pédophile" (n° 2181)

Interpellatie van mevrouw Jacqueline Herzet tot de minister van Justitie over "het onderzoeksproject omtrent de studie van de criminogene oorsprong van pedofiel gedrag" (nr. 2181)

Le **président** : La parole est à Mme Jacqueline Herzet.

Mme **Jacqueline Herzet** (PRL-FDF) : Monsieur le président, monsieur le ministre, une proposition de recherche sur l'étude des racines criminogènes du comportement pédophile, introduite il y a deux ans au ministère de la Justice, a été refusée sur la base de l'avis négatif rendu par une commission d'experts.

Il m'est revenu que cette proposition de recherche avait été fortement bloquée, notamment par un médecin psychiatre ayant beaucoup de poids au sein de cette commission.

La controverse aurait démarré sur un point simple et précis : les psychiatres s'opposeraient au développement d'instruments qui permettraient d'évaluer le risque de récidive !

Cette information m'avait, bien entendu, prise de court à l'époque et d'autant plus perturbée que la prévention de la récidive est un axe fondamental quant à la protection des enfants.

Ayant constaté que la récidive était de plus en plus présente mais aussi récurrente, j'ai estimé devoir reprendre

ce dossier. Il faut savoir que j'ai rassemblé une revue de presse pendant deux ans. J'y reprenais simplement les faits de récidive à Arlon, Verviers, Borgerhout, Liège, Seraing et ailleurs... La récidive concerne *beaucoup* d'enfants victimes d'abus *répétés*. J'ai donc demandé des renseignements supplémentaires sur le sujet.

Deux arguments m'ont été avancés.

D'une part, le fait d'envisager le suivi des agresseurs sexuels en termes de prévention de la récidive replace cette problématique dans le domaine pénal et non plus médical, ce qui va restreindre le champ d'intervention des psychiatres.

D'autre part, dans la mesure où la "science" des psychiatres ne leur permet pas d'établir un diagnostic de pédophilie, elle leur donne encore moins la possibilité d'évaluer dans quelle mesure la personne présente un danger pour les enfants. Cette double incapacité risque de fragiliser davantage leur position en ce domaine.

Actuellement, et au vu de leurs connaissances, ils considèrent que cette dangerosité n'est qu'une abstraction, et leur refus catégorique de voir des spécialistes "non obédients" se pencher sur la question montre une fois de plus que la priorité des actions de ces experts n'a, semble-t-il, rien à voir avec la protection des enfants.

A ce jour, je suis encore interpellée par des rapports d'experts rendus dans les dossiers Dutroux et consorts. Je rappelle également que différents rapports ont été remis au ministre Wathelet...

De trop nombreuses questions sont restées sans réponses satisfaisantes.

Pour ma part, je me souviens des rapports rendus sur Derochette et le suivi lamentable qui y avait été réservé.

Ce n'est pas à vous, monsieur le ministre, qui avez vécu cela comme moi, que je dois rappeler que nous avons souvent l'impression de lire des rapports qui n'apportent guère les éléments de réponse attendus pour éclairer les décisions à prendre. Parfois, ces rapports ont laissé la porte ouverte à beaucoup d'interprétations divergentes et bien souvent à des drames.

C'est une vaste nébuleuse, et nous ferions oeuvre utile en y portant le fer !

Trop d'approximations et de tâtonnements, de réflexes conditionnés parfois, dans les approches et les analyses. J'aurais envie de dire, monsieur le ministre, un peu d'esprit critique, s'il vous plaît.

On ne reprochera jamais aux experts de se remettre en question, de remettre leur approche méthodologique sur le métier !

En cette matière, nous devons être l'élément déclencheur pour qu'ils sortent des stéréotypes et progressent dans leurs connaissances.

AA titre d'exemple, je pense à l'initiatrice de ce projet qui est une chercheuse en psychomotricité fonctionnelle qui, depuis plus de dix ans, travaille en collaboration avec le docteur Le Boulch, qui est à la psychomotricité ce que Piaget est à la psychologie.

Au cours de ses recherches, elle a pu identifier des paramètres psychomoteurs aisément observables qui sont directement liés au passage à l'acte, celui-ci étant envisagé comme comportement violent dirigé sur autrui.

A la suite de la découverte des corps de Julie, Mélissa, An et Eefje, il y a eu, à l'époque, de nombreuses émissions télévisées sur les pédophiles. L'une d'elles, "Enfants violés, enfants volés" de la RTBF, montrait deux agresseurs sexuels en thérapie et prêts à être libérés parce que considérés comme guéris par les médecins psychiatres.

L'un d'eux avait une dynamique motrice identique à celle que la chercheuse en psychomotricité fonctionnelle avait préalablement identifiée.

Pour elle, il était donc potentiellement dangereux, parce que susceptible d'encore passer à l'acte. Effectivement, il n'a pas fallu deux mois pour que le pédophile en question récidive. La presse en a fait état et ce n'est, bien entendu, pas un cas isolé.

Pour certains autres chercheurs, il est possible d'évaluer à l'avance le degré de dangerosité d'un agresseur sexuel et de prévoir les risques de récidive. C'est dans ce cadre qu'il y a deux ans, on a introduit une proposition de recherche pour étudier systématiquement le comportement des pédophiles afin de définir un outil qui permette, enfin, d'expertiser le comportement de l'adulte.

Actuellement et dans la mesure où les psychiatres reconnaissent eux-mêmes ne pas avoir la possibilité de diagnostiquer la pédophilie, ce sont les victimes qui sont expertisées et ce sont à elles de démontrer que leurs agresseurs sont bien des agresseurs ! C'est ainsi que le mécanisme est actuellement appliqué et cela ne revêt pas beaucoup de sens.

La pédophilie est inscrite dans le comportement de l'adulte et on n'en trouvera jamais la trace dans le comportement de l'enfant, même si les experts psychiatres passent beaucoup de temps à l'analyser en profondeur.

A plusieurs reprises, les responsables des institutions pénitentiaires ont été contactés. Ils n'ont jamais répondu aux différents courriers; même pas un accusé de réception ! Pourquoi tant de mépris ou si peu d'intérêt ?

D'un point de vue scientifique, un problème se pose. Lorsque, dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire, trois médecins psychiatres ayant expertisé Derochette, furent interrogés, l'un d'eux, le docteur

Beyne, avait dressé le profil psychanalytique du pédophile. Rappelez-vous ! Il avait dit : "Il s'agit d'une personne homosexuelle, qui n'a des relations qu'avec des enfants et qui a, elle-même, été victime de ce type d'agression." Cela fait partie du rapport.

Mais sachant que 80 à 90% des agressions sexuelles d'enfants sont intrafamiliales et commises par des personnes hétérosexuelles, éventuellement mariées, ayant donc des relations avec des adultes, on peut se poser de sérieuses questions sur le bien-fondé de ce type de profil.

Quant à la relation linéaire qu'ils établissent entre les victimes qui deviennent agresseurs, elle semblerait elle aussi erronée ou en tout cas surfaite. Il n'y a que 40% d'agresseurs qui ont eux-mêmes été victimes - ce chiffre est évidemment important - ce qui signifie qu'au moins 60% des agresseurs ne seront pas identifiés comme tels.

Les résultats obtenus dans l'analyse du comportement du passage à l'acte montrent clairement que les agresseurs ont une conduite essentiellement orientée vers le rapport de force qu'ils établissent avec leurs victimes.

Dans cette perspective, la pédophilie ne serait pas tant une perversion sexuelle mais un moyen parmi d'autres d'exercer un abus de pouvoir sur autrui.

Ce serait de cet abus, de ce sentiment de domination suprême que l'agresseur retirerait son plaisir.

Il faut savoir que d'autres études affirment aussi qu'un grand nombre d'agresseurs sont impuissants et incapables d'avoir des relations sexuelles satisfaisantes tant que le rapport de force n'est pas présent.

Monsieur le ministre, le Canada est depuis toujours un pays d'avant-garde en matière de protection de l'enfance, etc. La Fondation Philippe Pinel arrive actuellement à la conclusion selon laquelle la pédophilie est un acte pseudo-sexuel, qui trouve sa motivation dans la relation de pouvoir établi par l'agresseur, confirmant ainsi certaines thèses de nos chercheurs.

Dans un ouvrage scientifique, certains chercheurs de cette fondation viennent de publier un livre, dont je vous donne lecture d'un résumé : "En effet, l'agression sexuelle n'est plus perçue comme une simple déviance des pulsions sexuelles en ce qui concerne leur objet ou leur but. Elle est de plus en plus perçue comme une pathologie de la relation à l'autre, où la sexualité est dénaturée dans sa trame affective, etc."

Dès lors, le fait d'analyser le comportement pédophile dans une mauvaise perspective ne permettra jamais de trouver des solutions adéquates, pas plus que l'expertise de l'enfant ne permettra de diagnostiquer la pédophilie de son agresseur.

L'actualité récente montre une augmentation de la fréquence des agressions. Compte tenu des éléments internes qui animent ce comportement, on peut craindre que dans le contexte social actuel, ces agressions aillent crescendo.

Je vous rappelle aussi que le chef d'une chorale d'enfants, inculpé pour des agressions sexuelles commises sur de très jeunes gens vis-à-vis desquels il avait un ascendant direct, est allé en appel de sa condamnation. Cela se déroulait pendant l'évasion de Marc Dutroux et la démarche est donc passée inaperçue. Pour plaider la libération de son client, l'avocat invoque le fait que dans la mesure où son client reconnaît ses actes, qu'il dit les regretter et qu'il suit une thérapie, il ne présente donc plus de danger pour les enfants. Voilà où nous en sommes dans la procédure. C'est bien entendu totalement faux mais puisqu'aucun expert ayant l'oreille des magistrats n'est actuellement en mesure d'évaluer le danger réel représenté par cet homme, cet argument risque d'être reconnu comme étant valable et accepté. En mettant en évidence le fait que la pédophilie n'est pas nécessairement une perversion sexuelle, on brise des clichés extrêmement rassurants pour un grand nombre de personnes.

On pourrait probablement se contenter d'effectuer des recherches plus poussées à Montréal, ville qui consacre les budgets et les éléments humains nécessaires à cette problématique. Mais si celles-ci pouvaient se faire chez nous et aboutir, il est évident que l'image de la Belgique serait certainement plus positive sur un sujet qui a déjà, hélas, fait couler beaucoup d'encre.

Bien entendu, je tiens à le dire clairement et sans aucune équivoque, je ne dispose pas des compétences scientifiques pour pouvoir trancher mais je considère néanmoins qu'aucune piste et certainement pas celle que j'ai évoquée, ne peut être écartée pour d'éventuelles sombres raisons de corporatisme. Nous avons rencontré ce type de réflexe tout au long de ces dernières années.

Je voudrais donc plaider pour une approche multidisciplinaire, respectueuse des spécificités et des différentes sensibilités. Ne devons-nous pas laisser une chance à cette possible technique d'évaluation de la dangerosité des agresseurs sexuels ? Monsieur le

ministre, pourriez-vous prendre l'initiative d'une confrontation des thèses en présence? Je m'adresse aussi au président de notre commission: pourrions-nous consacrer quelques heures de travail à l'aspect médical de la problématique, en nous éclairant de l'avis d'experts d'horizons différents? Cela nous permettrait certainement de continuer le travail entrepris sur les problèmes soulevés par la commission d'enquête parlementaire des enfants disparus. Je crois sincèrement qu'il y va de la protection et de l'intérêt de tous les enfants victimes d'abus et de crimes sexuels.

Le président: La parole est au ministre.

M. Van Parys, ministre de la Justice: Monsieur le président, je voudrais d'abord souscrire aux préoccupations de Mme Herzet. En effet, nous avons vécu des expériences communes lors de la commission Verwilghen. Nous sommes tous conscients du risque de la récidive. Je voudrais souligner néanmoins que le service psychosocial de l'administration de la Justice fait un effort considérable pour évaluer au mieux la personnalité et la situation d'un auteur d'agressions sexuelles au moment de sa remise en liberté. Je peux en témoigner car je traite tous les week-ends des dossiers de libération conditionnelle. Heureusement, il ne s'agit pas uniquement de dossiers relatifs à des agressions sexuelles. Je suis néanmoins en mesure d'évaluer personnellement les rapports du service psychosocial et je dois dire qu'ils font leur travail avec une grande conscience professionnelle.

Ces rapports sont en effet multidisciplinaires. Je constate sur le terrain que l'approche multidisciplinaire que vous avez évoquée, respectueuse des différentes sensibilités, est indispensable. Les rapports soumis au ministre vont dans ce sens mais, dès le 1er mars, les commissions de libération conditionnelle se mettront en place et seront compétentes pour cette matière. Il s'agira de la mise en oeuvre d'une nouvelle phase de la politique entreprise.

Je suis évidemment ouvert à des projets novateurs et si des propositions vont dans ce sens, sur la base des expériences canadiennes, je suis tout à fait disposé à provoquer une réunion entre experts. Cela pourrait se faire dans le contexte de la commission de la Justice ou de la commission de suivi. Je peux également prendre des initiatives personnelles.

Dans votre interpellation, vous parlez notamment du projet introduit par Mme Delamarre. Mes services me signalent que ce projet a fait, en son temps, l'objet d'une analyse rigoureuse effectuée par différentes personnes ayant été choisies pour leur qualité scientifique. Leurs avis ont été synthétisés par le docteur Vandembroucke, médecin directeur du service psycho-social. Ce dernier a constaté que la plus grande réserve avait été émise à propos du contenu de ce projet. C'est pour cette raison qu'il a été décidé de ne pas retenir ce projet. Toutefois, si d'autres projets novateurs existent - vous avez parlé de l'expérience canadienne -, je suis d'accord de les soumettre aux experts. Il faut rester ouvert à toutes les expériences scientifiques réalisées à ce propos. Mais il faut respecter une méthodologie rigoureuse, fondée tant sur le plan scientifique que sur le plan éthique. Les décisions prises en la matière peuvent avoir de telles conséquences sur le plan humain qu'il faut être certain de la méthodologie utilisée. Si l'on est d'accord avec ce principe, j'accepte bien volontiers d'organiser des réunions avec les personnes que vous proposez, et ce en concertation avec mon administration.

Mme Jacqueline Herzet (PRL-FDF): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre collaboration. M. le président pourrait-il se charger du suivi, dans un délai raisonnable? Je crois que ce serait dans l'intérêt commun.

Le président: Je prendrai contact avec le ministre de la Justice car, avec son prédécesseur, nous avons eu un contact avec un médecin suisse, le professeur Abraham, qui est réputé pour son expertise en la matière. J'ai d'ailleurs remis au ministre des livres que ce professeur a écrits à ce sujet. Il serait intéressant pour nos travaux de le recontacter, mais je préférerais avoir un entretien avec le ministre avant de fixer une date.

M. Van Parys, ministre: Madame Herzet, vous pourriez éventuellement déjà nous informer sur les projets qui vous ont été communiqués.

Mme Jacqueline Herzet (PRL-FDF): Fort bien, monsieur le ministre.

Le président: L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de smokkel van illegale vreemdelingen naar Groot-Brittannië" (nr. 1596)

Question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le trafic d'étrangers illégaux vers la Grande-Bretagne" (n° 1596)

De voorzitter: De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer Bart Laeremans (VL.BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik heb dit punt al tweemaal op de agenda laten plaatsen. Het werd nu, begin januari, geagendeerd omdat wij de gerechtelijke diensten uiteraard de tijd wilden gunnen een onderzoek in te stellen naar wat er op 7 en 8 november 1998 in een artikel in verband met deze mensensmokkel was verschenen.

Ik neem aan dat er intussen toch enige klaarheid in de zaak is ontstaan. Wat in dit artikel stond, was inderdaad heel merkwaardig. Het was gesteund op Engelse krantenverslagen. Aan de basis daarvan lag een journalist die zich als een soort Gunter Wallraf in de mensenhandelproblematiek had gemengd. Hij had vernomen dat een belangrijke spilfiguur in de mensenhandel van Pakistanen richting Engeland een zekere Kasir Malik was, een Pakistaan die de Belgische nationaliteit heeft en een nachtwinkel uitbaat in Oostende. Hij zou twintig jaar geleden in Pakistan een moord hebben gepleegd, althans volgens de inhoud van het artikel, en om deze reden zijn land zijn ontvlucht. Intussen is hij erin geslaagd een kleine stad - ongeveer 30 000 mensen - richting Groot-Brittannië te loodsen. Hij zou zich *mister Fix-It* laten noemen en voor een bijna onwaarschijnlijk bedrag van 500 miljoen frank per jaar al deze mensen richting Engeland leiden. Zijn nachtwinkel zou daarvoor slechts een dekmantel zijn.

Mijnheer de minister, het is een heel merkwaardig verhaal. Ik heb u daarover reeds enkele vragen gesteld. Bent u intussen in staat om dit verhaal te bevestigen? Ik weet dat uw diensten een en ander hebben onderzocht. Wat zijn de resultaten van dit onderzoek? Loopt de betrokken persoon nog vrij rond? Is de inhoud van dit artikel juist en wat werd er aan de situatie gedaan? Gaat het daadwerkelijk om een netwerk of om een van de vele netwerken inzake mensenhandel of is dit verhaal uit de lucht gegrepen? Mocht dit artikel de

Bart Laeremans

waarheid bevatten, hoe komt het dan dat het twintig jaar lang mogelijk was duizenden mensen via deze weg naar Groot-Brittannië te smokkelen?

Is dit een mythe op niets gesteund of is dit werkelijk waar en wat hebben uw diensten daarvoor al gedaan? Zet deze persoon zijn praktijken voort? Graag zou ik hierover meer duidelijkheid krijgen.

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer Van Parys, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, mijn antwoord zal kort zijn.

Ik kan collega Laeremans meedelen dat het onderzoek loopt, maar dat elke informatie die ik terzake zou verstrekken dermate hypothetisch voor het onderzoek zou kunnen zijn dat ik, in het belang van het onderzoek, geen enkele verklaring kan of mag afleggen.

De voorzitter: De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer Bart Laeremans (VL.BLOK): Mijnheer de minister, ik aanvaard dat u in het belang van het onderzoek niets wilt zeggen en ik leg mij daarbij neer. Maar er kan natuurlijk niet oneindig lang worden gewacht. Ik had minstens willen weten of die persoon nog altijd - en dat is een objectief element dat u kon aangeven - vrij zijn winkel kan uitbaten en vrij kan gaan en staan waar hij wil. Ik had ook graag vernomen binnen welke termijn u denkt iets meer te kunnen zeggen.

Immers, indien het een mythe is, moet ze zo vlug mogelijk worden ontkracht. Is het geen mythe, dan moet er zo vlug mogelijk iets worden gedaan. Ik zou niet kunnen aanvaarden dat, indien de commissie dit punt elke maand op de agenda plaatst, we misschien pas in 2003 een antwoord zouden krijgen.

Hebt u perspectieven waardoor er iets meer duidelijkheid kan worden gegeven?

Minister Van Parys: Het onderzoek loopt zoals het hoort.

De voorzitter: Het incident is gesloten. L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Hans Bonte aan de minister van Justitie over "de screening van werknemers in de nucleaire sector door de Staatsveiligheid" (nr. 1680)

Question orale de M. Hans Bonte au ministre de la Justice sur "l'enquête d'antécédents des travailleurs dans le secteur nucléaire par la Sécurité de l'Etat" (n° 1680)

De voorzitter: De heer Hans Bonte heeft het woord.

De heer Hans Bonte (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik vertoef meestal in de commissie voor de Sociale Zaken maar u zult merken dat ook de vraag die ik tot u richt een groot sociaal aspect vertoont. Zij betreft met name de problematiek van screening van werknemers in de bedrijven uit de nucleaire sector. Deze screening wordt uitgevoerd door de Staatsveiligheid en door de dienst Veiligheid inzake kernenergie. Er is mij een aantal incidenten bekend met betrekking tot het gebruik van de screeningresultaten door de dienst Veiligheid inzake kernenergie.

Het is evident dat in de nucleaire sector best specifieke veiligheidsmaatregelen worden gehanteerd inzake aanwerving en promotie van werknemers. Het is gebruikelijk dat potentiële werknemers worden doorgelicht door de dienst Veiligheid inzake kernenergie. Ik ben te weten gekomen dat de werking van deze dienst en de manier waarop potentiële werknemers worden geselecteerd wordt georganiseerd door een koninklijk besluit van 1956. In de praktijk merk ik evenwel dat er soms problemen rijzen voor sollicitanten en zelfs voor werknemers die in deze sector reeds werken.

Mijnheer de minister, ik kreeg graag een antwoord op vijf precieze vragen.

Ten eerste, wat is de rol van de dienst Veiligheid inzake kernenergie in het aanwervings- en evaluatiebeleid van de ondernemingen uit deze sector?

Ten tweede, wat houdt deze screening precies in? Op welke punten worden werknemers gecontroleerd en met welke frequentie? Gebeurt dit naar aanleiding van bepaalde voorvallen tijdens het werk? Is het op initiatief van de directeur van de onderneming? Daarover bestaat weinig duidelijkheid in de wetteksten terzake.

Ten derde, welke informatie ontvangt de "natuurlijk verantwoordelijke" persoon, met name degene die binnen het bedrijf is aangesteld als verantwoordelijke voor de aanwerving en de verdere begeleiding van de werknemers? Ontvangt hij een volledig dossier na deze screening?

Ten vierde, welke informatie krijgen de betrokken werknemers, zowel wat de inhoud van de screening als de resultaten ervan betreft. Met andere woorden, worden zij op de hoogte gesteld van de argumenten die aan de basis liggen van het al dan niet aanwerven of promoveren? Bestaat er

voor de werknemers een mogelijkheid beroep aan te tekenen ten aanzien van de informatie die de dienst Veiligheid inzake kernenergie overhandigt aan de bedrijven?

Met betrekking tot mijn vijfde vraag verwijs ik naar een incident dat zich heeft voorgedaan in de voorbije maanden. In de pers werd melding gemaakt van een voorval waarbij een werknemer naar aanleiding van een wijziging van zijn hoofdverblijfplaats voorwerp uitmaakte van een dergelijke screening, wat finaal leidde tot zijn ontslag. Deze werknemer was met name tewerkgesteld in een bedrijf en diende te verhuizen omwille van een promotie. Naar aanleiding van een wijziging van hoofdverblijfplaats werd een onderzoek uitgevoerd, met als resultaat dat hij werd ontslagen. Mijnheer de minister, behoort een onderzoek naar het verblijf in de hoofdverblijfplaats tot de bevoegdheid van de dienst Veiligheid inzake kernenergie? Leidt een wijziging van deze hoofdverblijfplaats automatisch tot een nieuw optreden van deze dienst?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer Van Parys, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, collega Bonte, in het algemeen is de Veiligheid inzake kernenergie belast met het opstellen en op gang brengen van de procedures en de maatregelen die bestemd zijn om de bescherming van de activiteiten van de nucleaire sector te verzekeren. Om dit mogelijk te maken wordt, in toepassing van het koninklijk besluit van 1956 waarnaar u hebt verwezen, door de natuurlijke verantwoordelijke persoon voor de kerninstallaties aan de Veiligheid inzake kernenergie gevraagd veiligheidsonderzoeken uit te voeren om uit te maken of de betrokkenen aan een aantal voorwaarden voldoen.

Ik som deze voorwaarden op: "De kandidaten moeten Belg zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten, van onberispelijk gedrag zijn, de nodige lichamelijke geschiktheid bezitten en niet door enige geestes- of zielsanomalie - zo staat het in het koninklijk besluit - aangetast zijn, zich niet inlaten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft, of die de landsverdediging voor de uitvoering van de verbintenissen van België, strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid, in gevaar brengt". Het koninklijk besluit bepaalt ook dat wordt nagegaan of men al of niet is

toegetreden, of zijn medehulp verschaft aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van de onder E - dat zijn de daarnet opgesomde initiatieven - opgegeven aard. Dit zijn de verschillende elementen die bij het veiligheidsonderzoek worden bekeken.

De niveaus van toelaatbaarheid, "vertrouwelijkheid" of "zeer geheim", worden bepaald door de natuurlijke verantwoordelijke persoon en dit uit hoofde van de activiteit van de belanghebbenden in de installatie, van hun bijzondere verantwoordelijkheden of van hun specifieke kennis van kernenergie en kernmateriaal. Deze veiligheidsonderzoeken zijn vijf jaar geldig. Er is wettelijk niet in een beroep voorzien tegen een beslissing van niet-toelaatbaarheid, zoals ze wordt uitgebracht door de directeur van de Veiligheid inzake kernenergie. Ik moet er wel op wijzen dat voor diepgaande onderzoeken of in geval van twijfel een onderhoud plaatsheeft tussen het personeelslid en de verzoeker vooraleer het dossier wordt gesloten. De kandidaten moeten vóór hun aanwerving en dit ten behoeve van de Veiligheid inzake kernenergie een vragenlijst invullen, die op het einde een uitdrukkelijke passage bevat die ik even wil citeren. "Zoals het koninklijk besluit van 14 maart 1956 dit oplegt, wordt over u een veiligheidsonderzoek ingesteld. Hiervoor is het nodig extra-informatie over u te hebben. Vanzelfsprekend zullen alle over u verkregen gegevens door de Veiligheid inzake kernenergie strikt vertrouwelijk worden behandeld".

In geval van weigering van toelaatbaarheid worden noch de belanghebbende noch de natuurlijke verantwoordelijke persoon van de betreffende installatie op de hoogte gebracht van de redenen die aanleiding zijn tot de weigering. Aan de natuurlijke verantwoordelijke persoon wordt per brief alleen de ongunstige beslissing, uitgebracht door de directeur van de Veiligheid inzake kernenergie, meegedeeld. Noch de natuurlijke verantwoordelijke persoon, noch de belanghebbende krijgt de reden van de weigering van de toelaatbaarheid.

Wat uw laatste vraag betreft, kan ik u mededelen dat de Veiligheid inzake kernenergie geen belang hecht aan de woonplaats van de persoon, ten ware een natuurlijke verantwoordelijke persoon haar vordert na te gaan of deze persoon wel degelijk de verplichting nakomt om in een nabije straal van de installatie zijn verblijfplaats te hebben die namelijk door het hulp- en noodplan, dat op deze installatie van

toepassing is, wordt opgelegd. De woonplaats speelt dus geen rol, tenzij het noodzakelijk is in het kader van het hulp- of het noodplan binnen een bepaalde actieradius of regio te verblijven.

De voorzitter : De heer Hans Bonte heeft het woord.

De heer **Hans Bonte** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn duidelijke antwoorden. Ik voeg er wel onmiddellijk aan toe dat een aantal antwoorden nieuwe vragen doen rijzen. Zo is er de vraag of de omschrijving van de opdracht door de dienst Veiligheid geen willekeur mogelijk maakt. Uit verscheidene incidenten blijkt dat er indicaties zijn voor willekeur bij het aanwerven en ontslaan van mensen. Een tweede vraag houdt verband met de zeer sterke positie van de natuurlijk verantwoordelijke persoon. Wellicht is dit terecht, maar ook hij of zij zal het voorwerp van dergelijke onderzoeken uitmaken. Het lijkt mij een aberratie dat er na het veiligheidsonderzoek geen motivering wordt gegeven voor het al dan niet aanwerven of promoveren van een werknemer. Wellicht zal ik hierop later nog terugkomen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Interpellatie van de heer Herman De Croo tot de eerste minister over "het niet-uitvoeren door de leden van de regering, met name de ministers en staatssecretarissen, van de door het parlement gestemde wet in verband met artikel 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek" (nr. 2178)

Interpellation de M. Herman De Croo au premier ministre sur "la non-exécution par les membres du gouvernement, à savoir les ministres et secrétaires d'Etat, de la loi votée par le parlement concernant l'article 1412bis du Code judiciaire" (n° 2178)

De voorzitter : De heer Herman De Croo heeft het woord.

De heer **Herman De Croo** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de eerste minister omdat hij enkele ogenblikken op mij heeft gewacht en ik verontschuldig mij. Hij is ongetwijfeld ongeduldig om deze zaak met de gepaste snelheid te behandelen. Voorerst wil ik citeren uit het rapport van de Kamercommissie voor de Justitie van 14 mei 1993. Op bladzijde 2 verklaarde de toenmalige minister van Justitie "De

rechtsstaat vereist dat de wettelijke beslissingen kunnen worden uitgevoerd, ook tegen de publiekrechtelijke rechtspersonen. Nadat recht is gesproken, moet ook nog recht worden gedaan, zo niet nemen de rechtsonderhorigen hun toevlucht tot andere middelen om zich genoegdoening te verschaffen". Het gaat hier om een wetgevend initiatief - ook de voorzitter van deze commissie was daarbij betrokken - dat tussen 1992 en 1995 werd genomen en dat ertoe heeft geleid dat een nieuw artikel in het wetboek werd ingevoegd. Dit artikel 1412bis voorzagt in de mogelijkheid om ook tegen de Staat verkregen vonnissen te laten uitvoeren. Deze wetgeving werd in de Kamer besproken, ging naar de Senaat, werd er geamendeerd en kwam terug naar de Kamer. Na deze lange draagtijd werd het uiteindelijk de wet van 25 januari 1995, *il y a quatre ans déjà*. Tot mijn verbouwerering werd deze wet tot vandaag niet in de minste mate uitgevoerd. De wet bepaalt dat wanneer men een vonnis tegen de Staat of de gewesten moet uitvoeren, elk departement moet aanduiden welk voorwerp eventueel in beslag kan worden genomen. Zo is er de geschiedenis van de kunstwerken die in een van onze musea in beslag werden genomen omdat men geen uitvoeringsrecht kon bekomen. Mijnheer de eerste minister, als parlements lid heb ik vervolgens systematisch alle ministers van uw regering ondervraagd. Dat heeft mij veel tijd gekost. U hebt geantwoord dat u dit zou oplossen maar u hebt nog niets gedaan. *L'enfer est pavé de bonnes intentions*. Dat geldt ook voor de Wetstraat 16. Uw collega's hebben nog geen enkele stap ondernomen om deze wet vier jaar later uit te voeren, op één kleine uitzondering na. Deze wet kwam in drie jaar tijd tot stand en bestaat er nu al vier. Ik stel vast dat de uitvoerende macht, die in een parlementaire democratie met burgerconcepten allereerst, belast is met het uitvoeren van wetten, deze wet niet uitvoert.

Alleen de minister bevoegd voor sociale zaken ging over tot een gedeeltelijke uitvoering van de wet voor wat het fonds voor arbeidsongevallen betreft.

Mijnheer de eerste minister, ik vat de feiten samen. Vier jaar na datum gaat de regering nog niet over tot de uitvoering van een wet die door het parlement werd goedgekeurd, zonder enige uitleg of verantwoording hieromtrent. Een parlements lid gaat alle ministers en staatssecretarissen af om te weten te komen hoever het staat met de uitvoering ervan, zonder succes.

Herman De Croo

Ten behoeve van de betrokken rechtsonderhorigen vernam ik graag wanneer en hoe deze wet zal worden uitgevoerd en welke maatregelen u overweegt opdat dit zo snel mogelijk zou geschieden.

De **voorzitter** : De eerste minister heeft het woord.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, de inspanningen van de heer De Croo terzake kunnen worden gerangschikt onder de term *hometraïning*.

Mijnheer De Croo, vooreerst wijs ik erop dat artikel 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek de vatbaarheid voor beslag van één of verscheidene goederen niet verbindt aan hun aanwezigheid op een lijst *ad hoc*.

Hoewel uit paragraaf 2.1° van hetzelfde artikel blijkt dat sommige goederen vatbaar zijn voor beslag, meer bepaald de goederen ten opzichte waarvan de bedoelde publiekrechtelijke personen verklaarden dat zij in beslag kunnen worden genomen, bepaalt het tweede punt echter ook dat bij gebrek aan een dergelijke verklaring of wanneer de tegeldemaking van de erin opgenomen goederen niet volstaat tot voldoening van de schuldeiser, de goederen die voor deze rechtspersonen kennelijk niet nuttig zijn voor de uitoefening van hun taak of voor de continuïteit van de openbare dienst, wel vatbaar zijn voor beslag.

Het is aldus duidelijk dat de afwezigheid van dergelijke lijsten of verklaringen van eventuele schuldeisers niet belet om hun rechten te doen gelden door middel van een beslag.

Voorts moet worden opgemerkt dat de bindende waarde die u schijnt te hechten aan de verklaring waarvan sprake in artikel 1412bis, een kwestie is waarvoor in het artikel zelf, noch in de voorbereidende documenten, noch in de rechtsleer een oplossing werd uitgewerkt. Het behoort aldus tot de taak van elke overheid om te beslissen of een dergelijke verklaring al dan niet wordt opgesteld, rekening houdend met alle factoren en omstandigheden.

Uit alle antwoorden die door de verschillende ministers en staatssecretarissen werden verstrekt op deze vraag, blijkt duidelijk dat de meeste departementen met praktische problemen werden geconfronteerd, die de opstelling van een dergelijke verklaring bemoeilijken.

Het college van secretarissen-generaal besprak deze kwestie reeds herhaaldelijk, de laatste keer in oktober 1998. Er

werd beslist dat het noodzakelijk was de nodige preventieve maatregelen te nemen met het oog op het voorkomen van elke aanleiding tot dergelijke inbeslagnemingen en dat dit te verkiezen was boven de noodzaak om de lijst in kwestie op te stellen.

Ik ben eveneens van oordeel dat alles in het werk moet worden gesteld om zo spoedig mogelijk in te staan voor de vereffening van de niet-betwiste schuldvorderingen, zodat elk geval voor inbeslagname van goederen die toebehoren aan het Rijk, wordt afgewend. Het is echter niet mijn bedoeling om maatregelen te nemen met het oog op het versterken van de toepassing van de wet.

Ten slotte lijkt het mij niet aangewezen om aan de verklaringen die zouden worden opgesteld een grotere bekendheid te geven dan deze waarin reeds werd voorzien, meer bepaald via neerlegging op de zetel van de rechtspersoon die deze lijst opstelt.

Inzake de gevallen die betrekking hebben op uw vraag, mijnheer De Croo, vindt de neerlegging plaats op het kabinet van de bevoegde minister, waar deze lijst vanzelfsprekend ter inzage van het publiek ligt.

De **voorzitter** : De heer Herman De Croo heeft het woord.

De heer **Herman De Croo** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, de wetgever heeft u zes maanden de tijd gegeven om ervoor te zorgen dat de wet ook effectief kon worden uitgevoerd. Het is gebleken dat zes maanden onvoldoende was, wij staan vier jaar verder.

Mijn vragen werden in februari 1998 opgesteld. Voor de duidelijkheid zal ik ze herhalen. Hebt u ervoor gezorgd dat de wetsbepalingen inzake artikel 1412bis konden worden uitgevoerd? Het antwoord is "nee". Welke goederen komen op de verklaring voor? Met uitzondering van het Fonds voor arbeidsongevallen is het antwoord opnieuw nihil. Mijn derde vraag had betrekking op de procedures inzake beslaglegging. Sommige departementen werden hiermee geconfronteerd, andere niet.

Mijnheer de eerste minister, meer dan vier jaar na de goedkeuring van de wet heeft de regering nog steeds niet de nodige initiatieven genomen opdat de wet ook effectief kan worden uitgevoerd. De regering stuurt de burger voor de zoveelste keer met een kluitje in het riet. *Demain on raserà gratis*.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, dat de heer De Croo morgen gratis zal scheren, weet ondertussen iedereen!

De **voorzitter** : Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Herman De Croo en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellatie van de heer Herman De Croo

en het antwoord van de eerste minister, - stelt vast dat omzeggens vier jaar na de inwerkingtreding van het nieuwe artikel 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek, geen enkel lid van de regering uitvoering gaf aan deze beschikking;

- stelt vast dat dit tal van burgers zwaar benadeelt in de uitvoering van rechten bekomen in vonnissen en arresten;

- vraagt dat de eerste minister afdoende maatregelen aankondigt om deze wet te zien uitvoeren."

Une motion de recommandation a été déposée par M. Herman De Croo et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu l'interpellation de M. Herman De Croo

et la réponse du premier ministre, - constate que près de quatre ans après l'entrée en vigueur du nouvel article 1412bis du Code judiciaire, aucun membre du gouvernement n'a exécuté cette disposition;

- constate que cet état de choses porte un grave préjudice à plusieurs citoyens pour ce qui est de la mise en oeuvre de droits obtenus par la voie de jugements et d'arrêts;

- demande au premier ministre d'annoncer des mesures efficaces visant à l'application de cette loi."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Yves Leterme.

Une motion pure et simple a été déposée par M. Yves Leterme.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

voorzitter

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Yves Leterme aan de minister van Justitie over "het vervolgings- en handhavingsbeleid inzake stedenbouw" (nr. 1781)

- de heer Herman De Croo aan de minister van Justitie over "het vervolgings- en handhavingsbeleid inzake stedenbouw" (nr. 1815)

Questions orales jointes de :

- M. Yves Leterme au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites en matière d'urbanisme" (n° 1781)

- M. Herman De Croo au ministre de la Justice sur "la politique de poursuites en matière d'urbanisme" (n° 1815)

De **voorzitter** : De heer Yves Leterme heeft het woord.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het vervolgings- en handhavingsbeleid inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening staat reeds een aantal weken in het middelpunt van de belangstelling en de houding van de Vlaamse minister en administratie bij de gedwongen uitvoering van een aantal vonnissen en arresten heeft heel wat aandacht van de media gekregen.

Aan de gedwongen uitvoering zijn meestal lange administratieve en gerechtelijke procedures voorafgegaan zoals het vergunningsbeleid op lokaal vlak, het optreden van de gemachtigde ambtenaar bij overtreding van vergunningen of bij de uitvoering van werken zonder vergunning. Na de administratieve fase volgt de gerechtelijke afhandeling. Mijn vragen handelen over dit aspect van het vervolgings- en handhavingsbeleid.

Na de administratieve afhandeling treden de parketten, hoven en rechtbanken op en wordt de procedure in een aantal gevallen afgesloten met een vonnis of arrest. Mijn ervaring als schepen van ruimtelijke ordening en stedenbouw én mijn onderzoek naar deze problematiek in verscheidene gerechtelijke arrondissementen leren mij dat er geen eenheid van beleid is. Meer nog, men kan zelfs vraagtekens plaatsen bij de gelijke behandeling van de burger. Alhoewel ik grif toegeef dat elk stedenbouwkundig dossier en elke overtreding van de regelgeving terzake hun eigen specificiteit hebben, moet de minister van Justitie, mijn inziens, er via zijn betrokkenheid bij het college van procureurs-generaal op toezien dat de gelijke behandeling van de burger gewaarborgd blijft.

Voor het handhavings- en vervolgingsbeleid inzake de ruimtelijke ordening werd de organisatie op het niveau van de parketten toegelicht in een nota van maart 1995. Trouwens, in uw antwoord op vragen van collega Verherstraeten in juni 1998 verwees u naar die nota.

U hebt toen ook aangekondigd dat het beleid zou worden geëvalueerd. In september 1998 was er het plan om een evaluatiebijeenkomst te organiseren om na te gaan op welke wijze, in overleg met de Vlaamse administratie, het beleid kan worden bijgestuurd of verbeterd.

Mijnheer de minister, wat zijn de precieze richtlijnen van het college van procureurs-generaal inzake beteugeling en vervolging van stedenbouwkundige misdrijven ? Zijn er richtlijnen ? Zo ja, welke zijn die richtlijnen ? Welke is de graad van prioriteit die aan die vervolging wordt gegeven ? U hebt op de bewuste vraag van de heer Verherstraeten geantwoord dat de prioriteit die in de parketten wordt gegeven aan de vervolging van stedenbouwkundige misdrijven afhangt van de prioriteiten die het parket zelf aan deze materie wenste te geven. Welke prioriteit wordt aan de vervolging van die misdrijven gegeven ?

Blijkbaar was een bijeenkomst in september 1998 gepland. Welke zijn de resultaten van die bijeenkomst ? Werd recent een evaluatie gemaakt van het vervolgingsbeleid vanuit de parketten betreffende de overtredingen op de wetgeving van stedenbouw en ruimtelijke ordening ? Waartoe heeft die evaluatie aanleiding gegeven ? Werd er bijgestuurd ?

Bij de bespreking van deze materie is het van belang zicht te krijgen op het soort en het aantal dossiers dat momenteel aanhangig is. Ik stel mijn vraag naar cijfermatig niet alleen om zicht te krijgen op de omvang van het probleem, maar vooral om zicht te krijgen op de omvang van het aantal dossiers dat momenteel aanhangig is bij de parketten en de hoven en rechtbanken. Eén bijzonder aspect hierbij interesseert mij, met name dat van de openbare besturen. Het is gebleken dat op de wetgeving van stedenbouw en ruimtelijke ordening niet alleen overtredingen werden begaan door privé-bouwheren. Ook openbare besturen waren bouwheer of zijn eigenaar van een openbare infrastructuur waarvoor de vereiste vergunningen niet helemaal in orde is. Ik denk bijvoorbeeld aan sportinfrastructuur, jeugthuizen of culturele centra of soms ook bruggen en wegen.

Mijnheer de minister, hoeveel dossiers zijn er momenteel aanhangig ? Graag vernam ik het aantal waarin vervolging wordt ingesteld lastens een openbaar bestuur.

Mijnheer de minister, minstens vanuit één parket heb ik vernomen dat er instructies zouden gegeven zijn om proces-verbaal op te stellen lastens sportclubs en openbare besturen voor de instandhouding van vergunningsplichtige werken zonder vergunning of in tegenspraak met de bepalingen van de vergunning. Graag kreeg ik bevestiging of ontkenning van dit gerucht dat een maand geleden werd verspreid.

De **voorzitter** : De heer Herman De Croo heeft het woord.

De heer **Herman De Croo** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, het regulariseren van overtredingen inzake ruimtelijke ordening is een gewestmaterie. Het vervolgingsbeleid evenwel is - en terecht - een federale materie. Ik lees soms tot mijn ontsteltenis dat het Vlaams Gewest regularisaties beoogt door het toekennen van nieuwe bestemmingen van de gewestplannen. Ik geef het voorbeeld van woonzones met recreatief karakter. Voor die fameuze tweede verblijven zou de Vlaamse regering wijzigingen doorvoeren om regularisaties mogelijk te maken. Hiervoor zal echter een uitspraak van de rechtbank zijn vereist. Het eventueel wijzigen van de bestemming van de gewestplannen achteraf regulariseert niet de begane bouwovertreiding. Ik stel hier een contradictie vast. Het door de Vlaamse regering eventueel met meerwaarde afkopen van "regularisaties" is volgens mij juridisch larie. Een rechtbank zal de grootte van eventueel bijkomende regularisatiebedragen moeten bepalen.

Men heeft reeds voor enige uniformiteit gezorgd en dat vond ik goed. Het gaat meer bepaald om verkeersovertredingen en daar krijgt men ongeveer hetzelfde resultaat, los van het parket of de vervolgende instantie. Geldt dat ook inzake regularisatie voor bouw misdrijven ? In de andere gewesten gaat men niet over tot afbraak, maar in het Vlaams Gewest hebben de parketten mogelijk andere instructies gekregen. Wetgeving kan gewestelijk wel verschillen, maar wat niet kan verschillen is de bevoegdheid van de rechtbank. Via wetgeving kan de rechtbanken worden opgelegd om wetten te doen naleven, maar regulariseren bij wet of decreet post factum is onmogelijk. Vermits enkel de rechtbank bevoegd is, rijst de vraag naar het bestaan van instructies hieromtrent, gericht naar de openbare ministeries.

Ik heb nog andere vragen, die gedeeltelijk echter reeds aan bod zijn gekomen. Zo zou ik graag vernemen of er sprake is van enige coördinatie of concertatie over ruimtelijke ordening tussen de verschillende Vlaamse rechtsarrondissementen en met de andere arrondissementen. Zijn er al dan niet verschillen? Zijn dat eventueel aanvaardbare verschillen? Welke maatregelen heeft men terzake al genomen of zal men nog nemen? Graag vernam ik ook hoeveel dossiers reeds aanhangig zijn gemaakt en daarbij hoeft u ons geen details te besparen. In welk stadium bevinden zich deze zaken? Zijn er eventueel reeds vonnissen of arresten bekend? Is er sprake van overleg tussen het gewestelijke en het federale niveau?

Niet weinig aanwezigen hier bekleden ook een gemeentelijk mandaat, ik trouwens al zowat vierendertig jaar. Dat doet de vraag rijzen hoe het op dat niveau staat met de penale verantwoordelijkheid. Wie wordt vervolgd als de overtreder een overheid is? Een schepencollege kan een foute beslissing nemen of ook een voogdij-overheid. Ik stel mij de vraag wie in dergelijk geval moet worden gedagvaard voor een correctionele rechtbank. Het schepencollege? Degene die werken tot instandhouding heeft gedaan van niet legitiem opgetrokken constructies? Ik denk bijvoorbeeld aan sportterreinen. Voogdijoverheden die niet hebben ingegrepen zoals het hoorde of het optrekken van illegitieme constructies niet hebben verhinderd? Wat zult u trouwens doen met grote openbare werken waarvoor geen bouwvergunning werd aangevraagd? Zal de heer Stevaert die ook laten afbreken? Ik kan daarvan een paar voorbeelden geven! Wat gebeurt er trouwens wanneer dergelijke openbare werken - *horror ingens* - de gewestgrenzen overschrijden? Is dan aan beide kanten van de weg een ander gewest bevoegd? Voor dit probleem heeft men duidelijk niet voldoende aandacht gehad.

Door de procureurs wordt, waarschijnlijk op aansporing van de procureurs-generaal, een inventaris van overtredingen opgemaakt. Ik zou graag weten of daarbij ook overheden of openbare besturen zijn betrokken. Het gaat hier immers om veel meer dan een mogelijk stuntelige of "stuntvolle" benadering door gewestministers.

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer Van Parys, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, enkele maanden geleden heeft de heer Verherstraete een vraag gesteld over

deze materie. Ik heb toen kennis gegeven van de prioriteitennota zoals die is voortgesproken uit het overleg tussen de parketten-generaal en de Vlaamse administratie. Deze prioriteitennota dateert van 1995, zoals vermeld door de heer Leterme. Ik weet niet of het de bedoeling is hier alles te herhalen. Destijds heb ik de verschillende prioriteiten uitvoerig geciteerd.

Inzake de prioriteiten van het vervolgingsbeleid komt het inderdaad de rechtbank toe om verantwoordelijkheid op te nemen. Het gaat natuurlijk over de bevoegdheid van het openbaar ministerie, met respect voor de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht en de rechtbank in het bijzonder. Ik ben bereid de prioriteitennota nog eens te overlopen, maar verwijs liever naar wat ik destijds aan de heer Verherstraeten heb geantwoord.

Mijnheer Leterme, de evaluatie die oorspronkelijk was bepaald op 29 oktober 1998, zal gebeuren op 4 maart 1999. Misschien is dat het ogenblik om de zaak opnieuw te bekijken, zo niet val ik in herhaling.

Wat de concrete vraag van collega Leterme betreft, kan ik u meedelen dat uit de informatie van het parket-generaal is gebleken dat in het gerechtelijke arrondissement Oudenaarde de diensten van stedenbouw de afbraak vorderen van een drietal sportinstallaties die wederrechtelijk werden opgericht. Het gaat meer bepaald om voetbalterreinen gelegen te Brakel, Velzeke en Horebeke.

De heer Herman De Croo (VLD): U speelt op de man en niet op de bal!

Minister Van Parys: Toch niet, ik heb geen enkele obediëntie ten aanzien van het terrein, laat staan ten aanzien van het instrument waarmee men deze sport beoefent.

De heer Herman De Croo (VLD): Ja, sommigen houden het been stijf.

Minister Van Parys: Naar aanleiding van een aantal klachten zijn de diensten van stedenbouw in deze dossiers overgegaan tot het vorderen van de afbraak. De procureur des Konings van Oudenaarde heeft geoordeeld een volledig overzicht te moeten krijgen van de situatie in zijn arrondissement. Er werd aan de lokale politie gevraagd na te gaan waar niet-vergunde sportaccommodatie werd opgetrokken. Op die manier kan de procureur een algemeen beleid voeren en moet hij zich niet beperken tot een aantal specifieke klachten.

Momenteel werden reeds 21 dossiers aangelegd waarover het advies van de administratie van stedenbouw werd gevraagd.

De heer Herman De Croo (VLD): Ik vermoed dat u Oudenaarde heeft gekozen voor het sportieve karakter en het aantal voetbalclubs.

Minister Van Parys: Ik heb Oudenaarde gekozen omdat mij een vraag werd gesteld over een specifiek parket en omwille van de sportieve representativiteit van dit arrondissement. Zolang de arrondissementen bestaan, moeten we hun diversiteit respecteren.

De heer Herman De Croo (VLD): Ik zal weer buitenspel staan.

Minister Van Parys: Wat de statistische gegevens betreft, kan ik u op dit ogenblik geen concrete gegevens verstrekken omdat die niet kunnen worden geïsoleerd. Van zodra de diensten in staat zijn bepaalde gegevens ter beschikking te stellen, zal ik dit ook onmiddellijk doen. Nu ben ik daartoe niet in staat.

Wie wordt er vervolgd? Dit zal afhankelijk zijn van wie strafrechtelijk verantwoordelijk is in de afzonderlijke dossiers. Wie heeft welke beslissing op welk ogenblik genomen? Op dat vlak gelden zonder enige twijfel de regels van het gemeenrecht. Het lijkt mij aangewezen op deze materie terug te komen naar aanleiding van de evaluatie zoals die is voorzien voor 4 maart 1999 als de prioriteitennota zal worden besproken.

De voorzitter: De heer Yves Leterme heeft het woord.

De heer Yves Leterme (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u heeft het vooral over Oudenaarde gehad.

Minister Van Parys: Ja, omdat mij één concreet arrondissement werd voorgesteld.

De heer Yves Leterme (CVP): U heeft ook gesproken over prioriteiten. Deze prioriteiten situeren zich op twee niveaus: de keuze van de aard van de sanctie en de mate waarin het parket prioriteit verleent aan het vervolgen van stedenbouwkundige misdrijven en ook stedenbouwkundige misdrijven verschillend worden behandeld in verschillende arrondissementen. Ik kijk met belangstelling uit naar de evaluatie op 4 maart. Hopelijk zal u ons dan kunnen meedelen welke prioriteit wordt gegeven aan de vervolging van die misdrijven.

Voor de rest zie ik uit naar de statistieken die u ons zult bezorgen. Deze moeten ons een beeld geven van het aantal aanhangige dossiers en - dit is niet onbelangrijk - van de manier waarop wordt opgetreden tegen openbare besturen die overtredingen van de desbetreffende regelgeving hebben begaan. Daaruit moet blijken of men al dan niet anders te werk gaat ten opzichte van die besturen dan ten aanzien van particuliere bouwheren.

Samengevat, wij moeten alleszins een grondig debat kunnen voeren, niet zozeer over de vraag in welke zone het misdrijf werd gepleegd, maar wel welke prioriteit de parketten geven aan de vervolging van de stedenbouwkundige overtredingen en of, indien terzake een verschil bestaat, dit wel toelaatbaar is.

Ten slotte hoop ik dat u ons zo snel mogelijk cijfermateriaal kunt bezorgen, zodat wij ons ook over dit aspect van uw beleid een oordeel kunnen vormen.

De voorzitter: De heer Herman De Croo heeft het woord.

De heer Herman De Croo (VLD): Mijnheer de voorzitter, de minister zal ons ongetwijfeld de statistische gegevens bezorgen. Niettemin heb ik gelezen dat die informatie volgens het Vlaams Parlement bekend is: ruim 600 vonnissen zouden voor Vlaanderen in uitvoering zijn gesteld. Waarschijnlijk heeft het vlugger op de bal gespeeld om die cijfers te achterhalen. De minister weet het blijkbaar beter, tenzij het Vlaams Parlement reeds een eerste stap heeft gedaan naar de communautarisering, alleszins inzake de statistieken. Graag had ik dus de verschillende cijfers "landswijd" over alle gerechtelijke arrondissementen.

Voorts was de minister zo welwillend de cijfers te geven voor mijn eigen gebied. U weet hoe sportief wij daar zijn: er werden minstens 22 onderzoeken in verband met sportinfrastructuur aangevat. Deze werden ooit "bejegend" - dat is een zeer gepaste uitdrukking - door een beslissing van openbare kunne, met andere woorden, schepencolleges, gemeenteraden en de toezichthoudende overheid. Mijnheer de minister, u hebt de instructies voor vervolging in uw hand. Ik zou niet graag zien dat bijvoorbeeld de heer Leterme als schepen van ruimtelijke ordening, dat toch een zeer belangrijke bevoegdheid is, in het boeiende leper ooit zou worden vervolgd indien aldaar een overtreding werd begaan - ik ben ervan overtuigd dat de voormalige burgemeester, nu gouverneur, altijd perfect de nodige zedigheid heeft tentoongespreid, wat bij ons misschien

minder het geval zal zijn omdat wij in onze contreien enigszins "geusachtig zijn aangelegd" -, terwijl de voorzitter van deze commissie, als schepen in Dendermonde, voor een gelijkaardige overtreding een bestraffing ontloopt. Eigenlijk is dit laatste geen goed voorbeeld, want de heer Verwilghen is schepen van Financiën. In ieder geval, wat ik bedoel is dat er overal een gelijke behandeling moet worden gegarandeerd.

Dat kan enorme problemen doen rijzen. Inderdaad, er moet een antwoord komen op de vraag wie men uiteindelijk gaat vervolgen voor eventuele vaststaande overtredingen door openbare besturen. De gemeenteraad van het ogenblik, het schepencollege dat de vergunning heeft verleend, de toezichthoudende overheid die het dossier later heeft goedgekeurd? Bovendien is er het aspect dat een voortdurend misdrijf in stand is gehouden. Op al deze vragen moet er een antwoord komen. U bent voorzichtig - dat is ook de plicht van degene die justitie beheert - en onderstreept dat de regels zullen zijn wat ze zijn. Dat is een VDB-achtige benadering.

Dergelijke vragen zullen hardnekkig terugkomen. Ik geef u het voorbeeld van de in afbraak gestelde installatie van Olsa - dat staat voor Oudleerlingenbond Sint-Antonius - vereniging die ik zeer goed ken en die alom genegenheid geniet. Welnu, zal men het vroegere schepencollege of de gemeenteraad of wie het gewestplan of het BPA heeft ingediend, vervolgen? Ik weet het niet. Mijnheer de minister, u zult toch concrete instructies moeten geven aan alle parketten via de procureurs-generaal om dergelijke dossiers gelijk te behandelen.

Hiermee kom ik tot mijn laatste beschouwing. U hebt niet geantwoord op mijn stelling dat, wat ook de decreetswijzingen zijn die in een gewest worden opgemaakt, regularisaties niet kunnen zonder tussenkomst van de rechtbank, aangezien het gaat om mogelijke regularisaties van overtredingen. Mijs inziens kan men daar niet omheen. Vandaar mijn suggestie - als ik dat mag doen, mijnheer de minister - om overleg te plegen met de betrokkenen, zodat rechtvaardigheid kan geschieden. Ik vraag mij af of men, mocht een minister ooit een grote openbare constructie hebben laten oprichten zonder de voorafgaande vergunningen volgens de vigerende wetgeving, het voorbeeld van de

pauselijkheid ten tijde van Avignon zal volgen, waarbij de ene de andere excommuniceerde, dan wel of men daarvoor een andere oplossing zal vinden.

Ik wou nog even reageren op de stellingen van collega's Leterme en De Croo. Uiteraard kan men spreken over instructies ten aanzien van degenen die uiteindelijk moeten worden vervolgd. De basisregel is evenwel de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van personen of van de overheid. Ik herinner mij zeer recent een procedure betreffende de provincie Oost-Vlaanderen - die heeft trouwens veel ruchtbaarheid gekregen - waarbij op basis van de regel inzake strafrechtelijke aansprakelijkheid van de overheid op een bepaald ogenblik een aantal mensen werd vervolgd. Ook in dit dossier kan men zich afvragen wie welke beslissing heeft genomen en op welk ogenblik. Ik ga akkoord met instructies, maar de regels inzake de strafrechtelijke aansprakelijkheid vormen de basis. Ik ben het er wel mee eens dat zodra de prioriteitennota is geëvalueerd het college van procureurs-generaal wordt geconsulteerd teneinde tot uniformiteit te komen. Dat lijkt mij inderdaad opportuun. Ook de wetgeving op de stedenbouw moet in het globale vervolgingsbeleid worden opgenomen.

Wij moeten hoe dan ook prioriteiten stellen. Dat geldt ook voor de organisatie van het openbaar ministerie, waarover hier straks een aantal interpellaties zal worden gehouden, specifiek wat Antwerpen betreft.

Naar mijn mening is het dus aangewezen het college van procureurs-generaal te consulteren. Zoals reeds gezegd, kan dat gebeuren naar aanleiding van de evaluatie van de prioriteitennota.

De voorzitter: Een mondelinge vraag, samen met het antwoord, mag slechts vijf minuten in beslag nemen. Wij hebben die tijd ruim overschreden. Ik meen evenwel dat dit gerechtvaardigd is, gezien de aard van de vraag.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Question orale de M. Olivier Deleuze au ministre de la Justice sur "le système Echelon" (n° 1745)

Mondelinge vraag van de heer Olivier Deleuze aan de minister van Justitie over "het Echelon-systeem" (nr. 1745)

Le **président** : La parole est à M. Olivier Deleuze.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, le 26 octobre 1998, monsieur le ministre, je vous avais interpellé sur ce travail du Parlement européen qui faisait état d'un système d'interception des communications téléphoniques - et, éventuellement, des fax -, mis au point par les Etats-Unis, qui pourrait être actif en Europe.

Ce 26 octobre, vous m'aviez répondu que vous aviez effectivement reçu ce document et que vous l'aviez transmis à vos services. Je vous cite : "L'enquête est toujours en cours. J'ai rappelé aux services compétents qu'ils devaient me faire parvenir en temps utile les conclusions de leurs travaux".

C'était le 26 octobre. Aujourd'hui, le 11 janvier 1999, j'aimerais savoir si vous avez reçu ce rapport demandé par vous à vos services, concernant le système d'espionnage Echelon.

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Van Parys**, ministre de la Justice : Monsieur le président, chers collègues, ma réponse sera aussi courte que la question. Je me réfère à ma réponse donnée le 26 octobre 1998.

Je vous ai dit alors que le document du Parlement européen, évoqué par votre question, faisait l'objet d'une étude critique par l'administration de la Sûreté de l'Etat et par la commission pour la Protection de la vie privée; que ces services avaient été priés de procéder, le cas échéant, à une enquête plus poussée.

Entre-temps, l'administration de la Sûreté de l'Etat m'a fait savoir "que l'enquête menée par ses soins n'a pas pu confirmer l'existence et le fonctionnement du système Echelon, tout en apportant la nuance que la législation et les moyens d'investigation ne permettent pas à ce service de procéder à des vérifications techniques en ce domaine".

En ce qui concerne l'enquête menée par la commission pour la Protection de la vie privée, je ne dispose pas encore de ses conclusions. Actuellement, la commission poursuit ses travaux sur base de divers documents ayant trait à cette problématique. J'attends donc l'achèvement de son rapport.

Voilà toutes les informations dont je dispose à l'heure actuelle.

Le **président** : La parole est à M. Olivier Deleuze.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, je remercie M. le ministre.

Serai-je autorisé à recevoir un exemplaire du rapport que vous a remis la Sûreté de l'Etat ?

M. **Van Parys**, ministre : Je m'en informerai auprès de l'administration de la Sûreté de l'Etat.

M. **Olivier Deleuze** (ECOLO-AGALEV) : Je vous remercie.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Regeling van de werkzaamheden Ordre des travaux

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie : Tenzij ik mij vergis, is de mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois (nr. 1772) gelieerd aan de andere interpellaties die betrekking hebben op de 150 Antwerpse dossiers.

Ik heb het antwoord op die vraag dusdanig voorbereid, omdat ik graag naar aanleiding van de interpellaties over de 150 dossiers nader zou willen ingaan op heel de situatie in Antwerpen, de fiscale substituten, de organisatie van het parket en de initiatieven van het parket-generaal. Ik weet niet of ik daardoor de werkzaamheden bemoeilijkt, maar ik meen dat het goed zou zijn dit alles te verzamelen.

De **voorzitter** : Persoonlijk heb ik daartegen geen bezwaar.

De heer **Geert Bourgeois** (VU) : Ik kan de vragen, die specifiek op dit onderdeel betrekking hebben, formuleren. Er is inderdaad een connectie tussen beide.

De **voorzitter** : Ik stel vast dat collega Laeremans momenteel afwezig is. Ik stel voor eerst de vraag van de heer Bourgeois, vermeld onder punt 11 van de agenda, te behandelen.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de sommen verbeurdverklaard bij arrest van 5 april 1996 van het Hof van Cassatie" (nr. 1773)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les sommes saisies par l'arrêt du 5 avril 1996 de la Cour de cassation" (n° 1773)

De **voorzitter** : De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag houdt verband met het Uniop-arrest waarbij het Hof van Cassatie de verbeurdverklaring uitgesproken heeft van een bedrag van 1 063 400 frank met betrekking tot Guy Coëme, Camille Javeaux en Nicole Voswinkel en van 544 412 frank opnieuw met betrekking tot Guy Coëme, Camille Javeaux en Jean-Louis Mazy. Die sommen moeten ter beschikking van de stad Brussel, respectievelijk de gemeente Sint-Joostten-Node, worden gesteld met de verplichting ze aan het OCMW over te maken.

In de krant van 24 december 1998 las ik dat de voorzitter van het Brusselse OCMW verklaard heeft dat hij nog altijd wachtte op het bedrag van 1 063 400 frank dat dus aan het OCMW van Brussel moet worden overgemaakt. Ik beklemtoon dat het arrest dateert van 5 april 1996.

Artikel 197 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat vervolgingen tot invordering gebeuren in naam van de procureur des Konings maar gedaan worden door de directeur van de administratie van Registratie en Domeinen. Ik heb dus ook een vraag gesteld aan de minister van Financiën.

Mijn vragen hier hebben enkel betrekking op het onderdeel waarop u kunt antwoorden. Ten eerste, wanneer heeft het parket de directeur van de administratie van Registratie en Domeinen de invordering van die bovenvermelde sommen opgedragen ? Ten tweede, in zover u daar enig zicht op hebt, welk gevolg werd daaraan gegeven ? Is het de gewoonte dat de directeur het parket meedeelt dat hij tot uitvoering overgaat ? Wat is desgevallend het gevolg van die actie ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie : Mijnheer de voorzitter, voor de uitvoering van de verbeurdverklaringen moet men de voorschriften naleven van artikel 197 van het Wetboek van Strafvordering. Daarin wordt bepaald dat de vervolgingen tot invordering van geldboetes en verbeurdverklarde zaken gedaan worden door de directeur van de administratie van Registratie en Domeinen in naam van het openbaar ministerie.

Overeenkomstig artikel 121 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken zendt de griffier van

het gerecht, dat de verbeurdverklaring heeft uitgesproken, een uittreksel van de beslissing over aan de bevoegde ambtenaar van de administratie van Registratie en Domeinen.

De verbeurdverklaarde voorwerpen, die in beslag zijn genomen, worden te zijner beschikking gesteld. Wanneer de voorwerpen niet in beslag zijn genomen zal de directeur van de administratie van Registratie en Domeinen, wanneer er geen vrijwillige afgifte is, van ambtswege vervolging instellen tot invordering van deze sommen.

Dat zijn de algemene context, de reglementering en de wetgeving terzake.

Wat de zaak-Uniop betreft, heeft de griffier bij het Hof van Cassatie op 23 april 1996, dus na het verstrijken van de termijn van 15 dagen om cassatieberoep in te stellen tegen het arrest dat op 5 april 1996 werd gewezen, een uittreksel van het arrest aan de directeur van de administratie van Registratie en Domeinen toegezonden, zoals het trouwens is voorgeschreven in het geciteerde artikel 197 van het Wetboek van Strafvordering. Volgens de door het parket-generaal bij het Hof van Cassatie ingewonnen informatie heeft de 19de directie van de 7de dienst van de administratie van Registratie en Domeinen meegedeeld dat de invordering nog steeds gaande is, aangezien de betrokkenen termijnen hebben gevraagd om hun schulden te vereffenen.

Het parket-generaal wijst erop dat de invordering door de administratie gaande is, gelet op het feit dat er een termijnregeling werd gevraagd. Wat de details inzake de bevoegdheden van Registratie en Domeinen betreft, moet ik u verwijzen naar mijn collega van Financiën.

Wat Justitie betreft, heeft men de beslissing betekend en is het de administratie die instaat voor de verdere uitvoering. Men zegt mij dat die uitvoering gaande is, maar de minister van Financiën zal u desgevallend concreet kunnen meedelen in welke mate men is ingegaan op de vraag om termijnen toe te kennen, wat is betaald en wat eventueel nog niet is betaald.

De **voorzitter**: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, deze vraag was bedoeld om te weten of er op justitieel vlak diligentie was geweest. Dit blijkt zo te zijn. De griffier heeft onmiddellijk gedaan wat hij moest doen.

Ik heb het sterke vermoeden dat de ontvanger van Registratie en domeinen de zaak heeft laten aanslepen, vermits ik ondertussen, na het indienen van mijn vraag, in de pers heb gelezen dat de vraag tot betaling pas aan de betrokkenen zou bezorgd zijn op 2 september van dit jaar. Maar goed, dit is geen problematiek voor Justitie. Mijn vraag heeft tot doel te weten of de ontvanger van Registratie en domeinen inderdaad binnen de nuttige termijn het verzoek had gekregen. Dit is gebeurd. Ik zal dus het antwoord van de minister van Financiën afwachten.

De **voorzitter**: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De **voorzitter**: De mondelinge vragen van de heer Jean-Paul Moerman (nr. 1796) en van de heer Ignace Van Belle (nr. 1765) worden op hun verzoek naar een latere datum verschoven.

De heer Patrick Dewael heeft laten weten dat hij zijn mondelinge vraag (nr. 1766), die aan de mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois (nr. 1771) toegevoegd was, intrekt.

Mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "het uitstel van de Securitas-zaak op verzoek van het openbaar ministerie" (nr. 1771)

Question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "la remise de l'affaire Securitas suite à la requête du ministère public" (n° 1771)

De **voorzitter**: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU): Mijnheer de voorzitter, ik zal de hele voorgeschiedenis van de Securitas-zaak uiteraard niet herhalen. Toen bleek dat deze zaak regelrecht op de verjaring afstevende, hebben een aantal kamerleden daarover geïnterpelleerd en de minister heeft er uitvoerig op geantwoord.

Mijnheer de minister, in uw toelichting naar aanleiding van deze interpellaties hebt u erop gewezen dat in deze zaak *prima facie* vijf jaar en drie maanden

tijd verloren was door de schuld van het openbaar ministerie en dat u daaromtrent een onderzoek zou bevelen. Hoewel een aantal commissieleden ervan overtuigd was dat de zaak door het parket had kunnen worden gered en zelfs toen wij interpeleerden nog kon worden gered - het bleek echter dat daartoe geen enkel initiatief werd genomen door het openbaar ministerie - heeft het parlement zelf zijn verantwoordelijkheid opgenomen en heeft het in december 1998 nog een wet goedgekeurd die toeliet dat de Securitas-zaak en uiteraard ook andere zaken die dreigden te verjaren, alsnog van de verjaring werden gered. Het openbaar ministerie had daar uiteraard weet van en heeft tegen de zitting van 18 december 1998 de zaak voorgebracht. Tot onze grote consternatie - niet alleen van mij, maar ook van anderen - heeft het openbaar ministerie op de inleidingszitting onmiddellijk uitstel van deze zaak gevraagd en niet voor een paar dagen of niet tot onmiddellijk na het kerstecres, maar tot de zitting van 12 februari 1999. Dat betekent opnieuw bijna twee maanden uitstel in een zaak waarvoor, nota bene, het openbaar ministerie de eindvordering had opge maakt en waar het toch wel wordt verondersteld om de zaak te kennen.

Deze zaak heeft opnieuw enorm veel aandacht gekregen, wat andermaal slecht is voor het imago van de Justitie. Dit was niet zomaar een proces. Er waren bijzonder scherpe veiligheidsmaatregelen getroffen, er was massaal rijkswacht aanwezig en dan komt onmiddellijk op de inleidingszitting een anticlimax, waarbij het openbaar ministerie zelf om uitstel vraagt en dat ook bekomt.

Mijnheer de minister, in dat verband wens ik een tweetal vragen te stellen.

Ten eerste, nadat u bij onze vorige interpellaties had aangekondigd dat u een onderzoek zou instellen, stel ik u opnieuw de vraag of u het nuttig achtte om met betrekking tot dit nieuwe uitstel een onderzoek te bevelen. Hebt u, met andere woorden, bepaalde maatregelen genomen?

Ten tweede, hoe interpreteert u dit verzoek tot uitstel in het licht van de nieuwe verjaringswet? Deze wet, die in het *Belgisch Staatsblad* is verschenen, bepaalt dat de verjaring geschorst is op het moment dat de zaak wordt ingeleid, maar dat de verjaring opnieuw begint te lopen wanneer er uitstel komt op verzoek van het openbaar ministerie met het oog op het verrichten van aanvullende onderzoeksdadens.

Voor zover ik uit de pers heb kunnen vernemen, heeft het openbaar ministerie niet gezegd dat het aanvullende onderzoeksdaaden zou verrichten, maar heeft het wel verklaard dat het om uitstel vraagt met het oog op het formuleren van de vordering. Ik denk dat dit nog voor aardig wat discussie kan zorgen. Eén van de bedoelingen van de wetgever is namelijk ervoor te zorgen dat er geen premie komt voor een openbaar ministerie dat zelf niet diligent is en er zelfs een sanctie aan te verbinden. Ik hou mijn hart vast als ik hoor dat dit gebeurd zou zijn met het oog op het uitoefenen van de strafvordering. Men kan zeggen dat dit minder verregaand is dan het stellen van onderzoeksdaaden, maar het is toch met het oog op het stellen van een nieuwe daad, namelijk een uitoefening van de strafvordering.

Mijnheer de minister, hebt u daarop een visie? Zou dit kunnen vallen onder de tweede uitzondering, waarbij de wet ervan bepaalt dat de verjaring opnieuw begint te lopen ingeval van een verzoek tot uitstel door het openbaar ministerie met het oog op het verrichten van bijkomende onderzoeksdaaden?

Wanneer een procureur zijn eindvordering opstelt, mag men er toch van uitgaan dat hij het dossier voldoende bestudeerd heeft en de zaak kan behandelen.

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, eigenlijk verheugt het mij dat men hierover vragen stelt omdat dit mij toelaat een en ander recht te zetten. Ik wil trouwens formeel ingaan tegen de indruk dat het Securitas-proces een valse start heeft genomen. Ik licht dit nader toe.

Allereerst is er de beslissing om de zaak uit te stellen. Bij toepassing van artikel 184 van het Wetboek van strafvordering werden de verkorte dagvaardingstermijnen aangevraagd. Ze werden toegekend door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. Bovendien heeft men een speciale kamer met dit dossier belast. Zij zou het dossier ten gronde behandelen op het niveau van de zetel. Met het oog op de verkorte dagvaardingstermijnen was het evident dat de nieuwe kamer de mogelijkheid moest krijgen om het dossier grondig te bestuderen. Het ging hier immers om een omvangrijk dossier met vele tegenstrijdige, wijzigende en ontkennende verklaringen. Gelet op de beslissing van de voorzitter om de dagvaardingstermijnen in te korten en

op het feit dat er een speciale kamer werd aangesteld voor dit dossier was het absoluut noodzakelijk dat deze kamer ook in staat werd gesteld om het dossier grondig te bestuderen. Op initiatief van de rechtbank werd beslist om de zaak in voortzetting te stellen in februari 1999. De ondervraging van de beklaagden zou dan op 12 februari 1999 plaatsvinden.

De speciale kamer had vooraf beslist om de eerste zitting enkel te wijden aan de naamafroeping, het nazicht van de geldigheid van de dagvaarding, het aanstellen van de burgerlijke partijen en de strafvordering van het parket lastens de eventueel versteklatende partijen. Dat was uitdrukkelijk zo voorzien door de rechtbank. Het is van het grootste belang dat in een dergelijk dossier, waarin de ondervraging ter zitting een essentieel gegeven is en gelet op de tegenstrijdige verklaringen, de voorzitter van de kamer specifiek in de gelegenheid wordt gesteld zich het dossier grondig eigen te maken zodat hij de ondervraging ter zitting degelijk kan voorbereiden. Ik wil er trouwens op wijzen dat de rechtbank dit had meegedeeld, zowel aan het parket als aan de advocaten.

Tijdens de tweede zitting zou de ondervraging van de beklaagden ter zitting gebeuren. De rechtbank had dit vooraf aan de advocaten en het parket meegedeeld. Het lijkt mij bovendien niet onheus dat het openbaar ministerie ter zitting meedeelt dat zij pas de straf zullen vorderen nadat zij kennis hebben genomen van de ondervraging ter zitting van de verdachten. Dat is een zeer logische houding van het openbaar ministerie die dan ook geen kritiek verdient. Deze regeling van de rechtbank met de advocaten en het parket werd niet volledig nageleefd in die zin dat twee raadslieden toch de onmiddellijke vordering van het parket hebben geeist. Ik ontken niet dat zij dit recht hebben maar dat was niet conform de regeling die de rechtbank had uitgewerkt voor het behandelen van het dossier. Het openbaar ministerie vroeg vervolgens de toepassing van de strafwet en de voorzitter besloot de zaak in voortzetting te stellen op 12 februari 1999. De zaak werd dus zeker niet op initiatief van het openbaar ministerie uitgesteld. De rechtbank heeft hiertoe besloten, ten eerste, omdat dit voordien zo gepland was en, ten tweede, omdat men vroeg om het openbaar ministerie onmiddellijk te laten vorderen. Een aantal advocaten wensten zich niet te houden aan de afspraken, wat hun recht is. Ik geef daar momenteel geen evaluatie van.

Volgens mij is er geen reden om enig initiatief terzake te nemen. Hoe dan ook, ik kan mij niet inmengen met de organisatie van de zitting, laat staan tussenbeide komen inzake het opstellen van de agenda van de kamer van de correctionele rechtbank van Hasselt. De heer Dewael had het - volkomen ten onrechte - over een eventueel initiatief vanwege het college van procureurs-generaal, maar ik kan mij niet voorstellen wat dit college zou kunnen ondernemen. Het gaat immers om een individueel dossier.

Aangaande het effect van deze aangelegenheid op de nieuwe verjaringswet rijst geen enkel probleem, in de zin dat de zaak op vraag van de rechtbank werd uitgesteld op een vaste datum en dat dit uitstel niets heeft te maken met onderzoeksverrichtingen. Dit betekent dat de verjaring van de strafvordering geschorst blijft, zodat de rechtbank van eerste aanleg de opdracht heeft de zaak af te handelen binnen een termijn van één jaar, wat volgens mij perfect mogelijk is. In die zin zouden alle nodige initiatieven zijn genomen.

Het parket-generaal van Antwerpen volgt dit dossier naar behoren. Sedert de pensionering van de procureur des Konings van Hasselt, de heer Cleeren, werd het Securitas-dossier overgenomen door een parketmagistraat die zich voltijds ermee zal bezighouden. Bovendien nam de procureur-generaal van Antwerpen eveneens een aantal maatregelen. Zo werd bijvoorbeeld een referentiemagistraat aangesteld op het parket-generaal van Antwerpen, die de gelaste substituut zal begeleiden en ondersteunen en met hem overleg zal plegen betreffende de vorderingen en de vereiste veiligheidsmaatregelen. Deze referentiemagistraat zal tevens toezien op een degelijke berichtgeving via de persmagistraat. De referentiemagistraat neemt zich ook voor de zittingen bij te wonen, zodat in geval van hoger beroep, de continuïteit van het dossier wordt verzekerd met onmiddellijke "dagstelling" voor het hof.

Een dergelijke werkwijze stemt volledig overeen met de visie die wij ontwikkelden in het Octopusakkoord. Feitelijk wordt in dit dossier concreet en zeer precies reeds toegepast wat de opdracht zou kunnen zijn van de parket-magistraat, met name het toezicht en de begeleiding van het parket van eerste aanleg. Ik kan het initiatief van de procureur-generaal van Antwerpen slechts toejuichen. Sedert het incident nopens de dreigende verjaring, waarop wij samen efficiënt hebben gereageerd, werd dit dossier op

het niveau van het parket-generaal van Antwerpen behoorlijk en afdoend behandeld en er bestaat niet de minste aanleiding om welkdanig initiatief ook te nemen.

De **voorzitter** : De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU) : Mijnheer de voorzitter, het antwoord van de minister werpt een heel ander licht op de zaak dan algemeen werd aangenomen en dan via de media werd verspreid.

Deze vraag was bijgevolg nuttig, mijnheer de minister, al was het maar om duidelijk te maken hoe de vork aan de steel zit.

Uit uw antwoord blijkt dat er inderdaad geen aanleiding bestaat tot het nemen van maatregelen terzake. Ik neem aan dat het parket-generaal van Antwerpen, niet alleen in dit dossier, maar ook in een aantal andere zaken, stilaan de puntjes op de i's zet.

Voor het overige gaat het om beslissingen van de rechtbank waarop wij geen commentaar zullen uiten.

Mijn vragen vervallen niet, maar werden derwijze beantwoord dat thans blijkt dat er geen reden is tot ongerustheid.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Minister **Van Parys** : Wat de berichtgeving betreft, kan slechts worden opgemerkt dat het parket van Antwerpen of, in dit geval de persrechter, een juist en duidelijker beeld had moeten schetsen van deze aangelegenheid, teneinde verwarring te voorkomen.

Bij deze werden de scheeftrekkingen rechtgezet, maar een degelijk communicatiebeleid had het negatieve imago dat terzake werd gevormd, kunnen voorkomen. Precies daarom werd een referentiemagistraat aangesteld die als specifieke opdracht heeft in de toekomst de communicatie goed te verzorgen. Op die manier komt men tegemoet aan de reële behoeften inzake communicatie in verband met een dergelijk gevoelig dossier.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Samengevoegde interpellaties en mondelinge vragen :

- **interpellatie van de heer Geert Bourgeois tot de minister van Justitie over "de dreigende verjaring van 150 fraudezaken in Antwerpen" (nr. 2193)**

- **mondelinge vraag van de heer Bart Laeremans aan de minister van Justitie over "de chronische onderbezetting van het Antwerps parket" (nr. 1778)**

- **interpellatie van de heer Frans Lozie tot de minister van Justitie over "de werking van het Antwerps parket" (nr. 2195)**

- **mondelinge vraag van de heer Geert Bourgeois aan de minister van Justitie over "de fiscale substituten" (nr. 1772)**

Interpellations et questions orales jointes :

- **interpellation de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "le risque de prescription de 150 dossiers de fraude à Anvers" (n° 2193)**

- **question orale de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur "le manque chronique d'effectifs au parquet d'Anvers" (n° 1778)**

- **interpellation de M. Frans Lozie au ministre de la Justice sur "le fonctionnement du parquet d'Anvers" (n° 2195)**

- **question orale de M. Geert Bourgeois au ministre de la Justice sur "les substituts fiscaux" (n° 1772)**

De **voorzitter** : De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer **Geert Bourgeois** (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik ga in op uw suggestie de twee punten samen te behandelen. Het is correct dat er samenhang bestaat tussen de beide dossiers.

Ik wens mijn vraag over de fiscale substituten apart toe te lichten omdat ze verder reikt dan de Antwerpse situatie. Via de pers heb ik vernomen dat de heer Wolles, fiscaal substituut te Antwerpen in een grote fraudezaak op 16 december vertwijfeld heeft meegedeeld dat hij zich ertoe beperkt de toepassing van de strafwet te vragen omdat hij nauwelijks de tijd heeft gehad om het dossier diagonaal in te kijken. Dit betekent dat hij onvoldoende kennis van zaken heeft om de vordering toe te lichten, laat staan om de verdediging verder van antwoord te dienen.

Mijnheer de minister, ik vermoed dat iedereen het ermee eens zal zijn dat justitie opnieuw slecht scoort. Dit incident had zich niet mogen voordoen en is zeker niet van aard om het vertrouwen van de burger in de justitie te herstellen. De fiscale substituut heeft eveneens verklaard de enige te zijn die overblijft van 6 fiscale substituten.

Ik wens terzake 4 vragen te stellen. Is het correct dat op 16 december 1998 in Antwerpen slechts 1 van de 6 voorziene fiscale substituten effectief benoemd en in dienst was ? Zo ja, hoelang duurt deze onderbezetting reeds ? Hoeveel fiscale substituten zijn in de gerechtelijke kaders over heel het land opgenomen ? Hoeveel zijn er effectief ? Vindt u het nodig een onderzoek terzake te starten en bijkomende maatregelen te nemen ?

Mijnheer de voorzitter, ik wens wat dieper in te gaan op een ander negatief bericht over het justitieel beleid in Antwerpen waar ongeveer 150 zaken van fiscale fraude dreigen te verjaren. Volgens de persberichten twijfelt een aantal parketmagistraten aan de zin van vervolging in deze zaken omdat de verjaring dreigt. De publieke opinie reageert verbolgen. Denk maar aan de reactie van iemand die een snelheids-overtreding heeft begaan en wél consequent wordt vervolgd en moet betalen. De burger kan zich niet van de indruk ontdoen dat de "kleine" overtreder wordt aangepakt en de "grote" buiten schot blijven.

Mijnheer de minister, is dit bericht correct ? Is de dreigende verjaring van deze dossiers aan het licht gekomen naar aanleiding van het toezicht van het parket-generaal ? Bent u van mening dat een tuchtonderzoek moet worden gestart ? Is het kader van het Antwerps parket opgevuld ? Naar verluidt zijn 10 van de 55 plaatsen niet bezet. Ik weet dat een deel van deze betrekkingen kaderuitbreidingen zijn waarvoor u tijd moest krijgen om ze in te vullen. De klacht inzake onderbezetting duikt steeds opnieuw op. Het parket beroept zich hierop als een dossier media-aandacht krijgt.

Overweegt u maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat substituten zich kunnen bezighouden met hun hoofdtaak ? Het Octopusakkoord bepaalt dat parketjuristen beleidsvoorbereidende en beleidsondersteunende opdrachten zullen vervullen. Mijn vraag handelt in de eerste plaats over de administratieve taken. Substituten zeggen mij dat zij bergen administratief werk moeten verzetten dat niet écht tot hun kerntaken behoort. Kerntaak van de substituten is de opsporing, de vervolging en het échte strafvorderingswerk.

In de krant is gemeld dat in Antwerpen dagelijks 200 tot 300 processen-verbaal worden opgemaakt. Men zegt mij dat een groot aantal van die processen-verbaal in circulatie is. Soms blijkt dat bijvoorbeeld in Gent of Brugge een getuige moet worden ondervraagd. Het proces-verbaal gaat dan van de

betrokken politiedienst naar het parket in Antwerpen, en vandaar naar de collega in Brugge die het op zijn beurt aan een lokale politiedienst moet doorgeven van een gemeente in het arrondissement. Deze louter administratieve taken zouden toch door bedienden kunnen worden opgevangen.

Mijnheer de minister, kan het niet opfortuun zijn te overwegen dat een parket-magistraat wordt bijgestaan door een administratieve bediende, zoals de onderzoeksrechter, mutatis mutandis, een griffier heeft om administratieve taken te vervullen?

Een volgende vraag heeft betrekking op de audits. Worden de audits verder uitgevoerd in het hele land? Ik heb kennis gekregen van de audits van het bureau ABC. De audit die in het Antwerpse parket werd uitgevoerd, is als het ware buiten categorie. Ze werd op verzoek van de procureur door het Nederlandse bureau CME uitgevoerd. Gaat u daarmee voort of zullen eerst besluiten worden getrokken aan de hand waarvan maatregelen worden genomen vooraleer verder te gaan? Werden besluiten reeds omgezet in beleidsmaatregelen?

Mijnheer de minister, de autonome politieke afhandeling was een experiment in het parket-generaal van Gent, meer specifiek te Brugge. U hebt gezegd dat deze materie in het college van procureurs-generaal wordt behandeld. Daar zouden verdere experimenten worden opgezet om er, te gepasten tijde, besluiten uit te trekken. Kunt u de commissie meedelen of wij reeds in een fase van voorlopige conclusies zijn beland?

De **voorzitter**: De heer Bart Laere-mans heeft het woord.

De heer **Bart Laere-mans** (VL.BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, over de verjaring werd in de commissie reeds heel wat gezegd. Wij hebben het onlangs nog meegemaakt met de interpellatieronde over de Securitas-affaire en de wetswijziging die erop volgde. Het merkwaardige in uw antwoord is dat u zelf zei niet echt zicht te hebben op de situatie van de dossiers die dreigden te verjaren. U kondigde aan een inventaris te zullen opmaken. Ik weet niet of hetgeen de Antwerpse procureur-generaal verklaarde, met name dat zij aan een inventaris werkt, uiteindelijk het gevolg is van uw antwoord. Misschien staat het er los van en is een ander in een stroomversnelling geraakt door de inventaris die u van plan was te maken. Ik stel vast dat wat wij over Antwerpen hoorden, bijzonder erg is. Naar verluidt zouden op parketniveau 150 fiscale

dossiers niet kunnen worden behandeld. Magistraten verklaren op de zitting botweg dat ze niet in staat zijn bepaalde belangrijke dossiers te lezen, zelfs niet diagonaal. Dat is toch een onvoorstelbare vaststelling, zeker als wij weten dat een aantal van die zaken banden heeft met het speuren naar de georganiseerde misdaad. Precies in fiscale en financiële dossiers ligt de georganiseerde misdaad verscholen. Als men in het openbaar moet verklaren dat men dit soort van dossiers niet meer aankan omdat men er geen mensen voor heeft, dan lacht men in maffiakringen en maakt men het gerecht tot spot van iedereen. Het geeft allerminst een fris en fraai beeld van de strijdlustigheid van Justitie; integendeel zou ik zeggen.

In het radio-interview dat procureur-generaal Dekkers had toegestaan, zei ze dat een inventaris zou worden opgemaakt. Zij gaf zelf toe geen zicht te hebben op de situatie.

Mijnheer de minister, zijn er ondertussen al resultaten geboekt? Is er al een inventaris opgemaakt? De oplossing die hier wordt voorgesteld is toch wat bij de haren getrokken. Men stuurt alle dossiers opnieuw naar de gerechtelijke politie die dan voor een samenvatting moet zorgen. Dat is toch een zeer ongebruikelijke werkwijze. Normaal gezien hebben de mensen van de gerechtelijke politie ook de handen vol met ander werk. In principe hoeven zij dergelijk werk helemaal niet te doen. De parketten zelf moeten daarvoor zijn uitgerust.

Mijnheer de minister, vindt u dat een normale werkwijze? Mag die alsmaar meer worden toegepast? Zelf ben ik ook voorstander van meer bevoegdheden aan de politie, maar dan moet men wel de politiediensten daarvoor voldoende uitrusten. Men moet niet de omgekeerde weg volgen en - daar komt het hier uiteindelijk op neer - een processie van Echternach organiseren.

Is er ondertussen concreet werk gemaakt van de belofte om de fiscale substituten te laten bijstaan door bijkomende juristen? Of moet dit nog gebeuren? Klopt het dat er maar één substituuat was overgebleven die alle fiscale en financiële dossiers van het hele gerechtelijke arrondissement Antwerpen moest behandelen? Dat lijkt mij ondenkbaar. Als dat waar is, dan vraag ik mij af waarom nu pas alarm is geslagen. Waarom heeft men zo laat ingegrepen? Waarom heeft men dit niet voorkomen? Wie is daarvoor verantwoordelijk?

Ten slotte vernam ik graag hoe de situatie is bij de andere parketten. Is het gebrek aan fiscale procureurs daar even schrijnend als in Antwerpen?

De **voorzitter**: De heer Frans Lozie heeft het woord.

De heer **Frans Lozie** (ECOLO-AGALEV): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, naar aanleiding van de interpellatie van de heer Bourgeois heb ik even de verschillende dossiers die de afgelopen dagen in de pers werden belicht, op een rijtje gezet. Dit noopt mij tot de volgende bijkomende vraag.

Vandaag is er gesproken over de dreigende verjaring van fiscale dossiers in Antwerpen. In het rapport van de onderzoekscommissie in de Senaat naar de georganiseerde criminaliteit wordt niet alleen de Antwerpse diamantsector vermeld, maar is er ook sprake van dat in het centrum nogal wat witwaspraktijken mogelijk zijn en dat de petroleumsector in het Antwerpse te kampen heeft met fraude. Vorige week konden wij in de pers bedenkingen lezen bij de betrokkenheid van de vorige procureur-generaal bij het dossier Super Club. Met andere woorden, bijna elke week worden wij geconfronteerd met gerechtelijke dossiers uit het arrondissement Antwerpen, waarbij wij ons kunnen afvragen hoe ze vroeger door het parket-generaal werden gecoördineerd of behandeld.

Collega Bourgeois heeft daarstraks nog opgemerkt dat de huidige procureur-generaal thans de puntjes op de i zet. Die stonden er blijkbaar voordien niet op. Uzelf hebt toegegeven, mijnheer de minister, dat sinds de behandeling van de Securitas-problematiek in de Kamer, de procureur-generaal ernstig werk maakt van dit dossier. Dit roept eens te meer de vraag op *quid* met dit dossier tijdens de ambtstermijn van de vorige procureur-generaal, de heer Van Camp.

Vandaar dat ik onvermijdelijk de vraag moet stellen wat de verantwoordelijkheid was van de heer Van Camp toen hij procureur-generaal van Antwerpen was. In normale omstandigheden zou Justitie zelf een initiatief kunnen nemen door bijvoorbeeld een intern tuchtonderzoek te starten waarbij wordt nagegaan of er inderdaad sprake is van belangenvermenging, onprofessioneel optreden of verdachte handelingen. Maar dat kan nu niet, omdat de betrokkene met emeritaat is. De enige manier om duidelijkheid te

krijgen over een mogelijke verwevenheid van de vroegere procureur-generaal met een aantal gerechtelijke dossiers, is een gerechtelijk onderzoek, dat uiteraard altijd ten laste en ten ontlaste van een bepaald persoon wordt gevoerd.

Mijns inziens is het absoluut onontbeerlijk voor Justitie dat er in de ene of de andere zin klaarheid komt, gelet op het feit dat er de jongste tijd almaar meer dossiers worden aangehaald waarbij de procureur-generaal mogelijk in opspraak komt.

Wie kan zo'n gerechtelijk onderzoek bevelen?

Ik ben geen specialist in de procedures maar volgens mij kan ook de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie eventueel een initiatief terzake nemen. U als minister kunt, in het belang van de justitie en het herstel van het vertrouwen van de burger in die justitie, eveneens een initiatief nemen om klaarheid te brengen in deze zaak.

Mijnheer de minister, heeft u reeds een initiatief genomen? Misschien was dit niet nodig omdat Justitie zelf reeds een initiatief had genomen. Ik had dit graag van u vernomen. Bent u van plan uw positief injunctierecht aan te wenden? Kunt u verantwoorden hoe justitie maar ook uzelf reageren op deze resem gerechtelijke dossiers waarbij een aantal vragen worden gesteld? Het hoofd van het parket-generaal draagt volgens mij steeds de eindverantwoordelijkheid.

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer **Van Parys**, minister van Justitie: Mijnheer de voorzitter, ik zal trachten bondig te antwoorden op de verschillende vragen. Hopelijk staat u me toe op alle vragen in te gaan want het lijkt mij belangrijk een aantal verduidelijkingen aan te brengen.

Wat het probleem van de fiscale substituten in Antwerpen betreft, kan ik u meedelen dat het kader in drie fiscale substituten voorziet. Het is inderdaad juist dat er op dit ogenblik slechts een van de drie plaatsen is ingenomen. De twee andere zijn vacant sinds 3 december 1993 en 21 augustus 1998. Trouwens, op 22 december 1998 werden deze openstaande plaatsen opnieuw gepubliceerd. Tot nu toe hebben zich nog geen nieuwe kandidaten gemeld. De inschrijvingstermijn loopt nog tot 22 januari 1999.

Het is niet omdat slechts een van de drie fiscale substituten in functie is dat de man in kwestie aan zijn lot wordt

overgelaten. Deze persoon is helemaal niet alleen verantwoordelijk voor het afhandelen van de dossiers van de financieel-economische sectie. Naast deze fiscale substituit zijn nog vijf andere magistraten - zij het geen fiscale substituten - in deze sectie tewerkgesteld. Bovendien werken twee van de zes contractuele juristen die ter beschikking werden gesteld van het parket van Antwerpen, in de financieel-economische sectie. Een zevende contractuele jurist zal normaal gezien eerlang aangeworven worden. Daarnaast werd onlangs een boekhoudster ingeschakeld in de werking van de financieel-economische sectie. Zeer recent heeft een pas benoemd substituit zich kandidaat gesteld voor deze sectie en hij zal daar binnenkort worden tewerkgesteld. Ik moet er ook op wijzen dat een van de substituten tijdelijk afwezig zal zijn omdat zij bevallingsverlof neemt.

We stellen vast dat er inzake parketmagistraten in het algemeen en fiscale substituten in het bijzonder, een gebrek is aan kandidaten. Voor de functie van fiscaal substituit wordt immers een aantal bijkomende voorwaarden gevraagd: houder zijn van een diploma waaruit een gespecialiseerde opleiding in het fiscaal recht blijkt of een juridisch ambt hebben vervuld voor zover het een ambt in fiscale zaken betreft. Bovendien vereist onze taalwetgeving dat een van de drie substituten in Antwerpen houder is van het getuigschrift van de kennis van de tweede landstaal. Het gaat hier om een voorwaarde die de aanwerving uiteraard niet vergemakkelijkt.

Er werd een aantal inspanningen gedaan bij de organisatie van een examen voor beroepsbekwaamheid. Aan de keuzematerialen voor de eerste proef werd "fiscaal recht" toegevoegd. Het probleem van het gebrek aan kandidaten blijft echter bestaan. Tot zover de situatie voor de fiscale substituten. Op nationaal vlak zijn er in totaal zestien betrekkingen voor fiscale substituten. In Antwerpen, Gent, Bergen en Luik zijn er telkens drie en in Brussel vier. Van die betrekkingen zijn er momenteel vijf niet opgevuld, twee in Bergen en Antwerpen en één in Luik.

Dan kom ik bij de personeelsformatie en de invulling ervan bij het parket van Antwerpen. Op 21 juli 1998 waren alle betrekkingen opgevuld. De wet van 20 juli 1998 voorziet in een uitbreiding van de personeelsformatie met vijf nieuwe betrekkingen. Tot nu toe werd hiervan nog geen enkele opgevuld omdat er geen kandidaten zijn komen

opdagen. Daarom werden deze vacatures opnieuw in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd op 22 december 1998. Men kan nu tot 21 januari

solliciteren.

Naar aanleiding van andere benoemingen binnen de magistratuur werden op 28 augustus van vorig jaar twee ambten vacant verklaard. Eén is er inmiddels opgevuld; de tweede vacature werd bij gebrek aan kandidaten op 22 december opnieuw gepubliceerd. Op 23 december werd een nieuwe vacature gepubliceerd voor een betrekking die vacant wordt op 1 februari 1999. Ook op zaterdag 9 januari werd een vacature gepubliceerd voor een betrekking die vacant werd nadat een magistraat na een benoeming werd overgeplaatst.

In totaal zijn er dus acht betrekkingen vacant. Tot op vandaag hebben zich nog geen kandidaten gemeld. Bovendien kunnen vanaf 1 april zeventien stagiairs van wie de stage momenteel ten einde loopt, worden benoemd. Vier onder hen lopen stage in Antwerpen zodat er vanaf 1 april nog slechts vier vacante betrekkingen zullen zijn als er zich geen nieuwe kandidaten aanmelden.

De problemen voor het opvullen van de vacante betrekkingen bij de parketten gelden trouwens niet alleen voor de fiscale substituten, maar voor de parketten in het algemeen. Er zijn immers natuurlijke afvloeiingen. Bovendien komt het geregeld voor dat parketmagistraten de overstap naar de zittende magistratuur maken. Wij hebben het ons zelf trouwens een beetje moeilijk gemaakt met de nieuwe regelgeving inzake de plaatsvervangende rechters. Die kunnen slechts worden benoemd als geen andere magistraat, laureaat van het bekwaamheidsexamen of gerechtelijke stagiair een unaniem gunstig advies krijgt. Dit betekent dat in veel gevallen parketmagistraten moeten worden benoemd in plaats van valabele plaatsvervangende rechters. Ook dit heeft nadelige gevolgen voor het parket. Misschien moet deze maatregel eens opnieuw worden bekeken.

Mijnheer Bourgeois, ik heb altijd de thesis bestreden dat plaatsvervangende magistraten politiek worden benoemd. Men kan die mensen evalueren en op basis van een positieve evaluatie benoemen. Dat zou in deze zaak alleszins soelaas kunnen brengen.

Ik stel vast dat de gerechtelijke stagiairs meer en meer opteren voor de lange stage van 36 maanden, eerder dan voor de stage van 18 maanden. De stage van 18 maanden zou toelaten hen na het verstrijken van deze periode te

benoemen bij het parket, waar zij gedurende vijf jaar het ambt van openbaar ministerie moeten uitoefenen vooraleer ze kunnen worden benoemd tot rechter. Deze evolutie maakt deel uit van het bestaande probleem. Het parket heeft een deel van haar aantrekkingskracht verloren, waardoor het aantal kandidaten op een verontrustende manier afneemt. Dat is een probleem waarvan wij ons terdege bewust moeten zijn. Er zijn initiatieven genomen die dat kunnen verhelpen. Ik denk met name aan de resolutie van 26 mei 1998 die in dit parlement werd goedgekeurd na het Octopusakkoord, waarin werd bepaald dat men het statuut van de magistraten opnieuw moet bekijken en aantrekkelijker maken, onder meer door de invoering van de vlakke loopbaan. U weet dat wij daaromtrent aan de Octopuspartners een voorstel hebben gedaan. Ik hoop dat dit voorstel zo vlug als mogelijk kan worden gehonoreerd. Ik blijf er immers bij dat ook het statuut deel uitmaakt van de aantrekkingskracht van de magistratuur. Dat is deze week overigens nog gebleken naar aanleiding van een aantal publicaties in de media.

Een ander initiatief is de wet op de Hoge Raad, waarin wordt voorzien in de verruiming van de recruiteringsbasis. De thans vereiste voorafgaande ervaring van een jaar balie om als stagiair te worden benoemd, wordt vervangen door een jaar juridische ervaring. Ook deze maatregel kan mijns inziens bijdragen tot het oplossen van het probleem. Ik heb bovendien aan de administratie opdracht gegeven mij een document voor te bereiden met een aantal voorstellen op korte termijn. Dit document werd mij eind vorig jaar overgemaakt. Het bevat een aantal denkspijlen die op dit ogenblik op het kabinet worden bestudeerd. Ik zal ze even opsommen: het schrappen van de voorafgaande ervaring om stagiair te worden, de stage als prioritaire toegang tot het openbaar ministerie, een betere verloning van de stagiairs - zonder enige twijfel een mogelijkheid -, het behoud van de tijdelijke blokkering op het openbaar ministerie vooraleer men als rechter kan worden benoemd, de verhoging van de leeftijdsvereiste om benoemd te worden tot rechter en een verlaging van het aantal jaren ervaring om benoemd te kunnen worden als parketmagistraat. Dit zijn diverse mogelijkheden die op korte termijn tot een oplossing van het probleem zouden kunnen leiden.

Het is voor mij belangrijk dat in het kader van het Octopusakkoord en de wetten die we hebben goedgekeurd met betrekking tot de herstructurering van

het openbaar ministerie met het federaal parket en de verticale integratie, de aantrekkingskracht van een carrière bij het openbaar ministerie aanzienlijk toeneemt. Wanneer men in een nieuwe, aantrekkelijke context kan functioneren en men in een ploeg werkt, zonder de betutteling van bovenaf, kan het openbaar ministerie een nieuwe aantrekkingskracht krijgen.

Naar aanleiding van deze interpellaties wens ik even dieper in te gaan op de toestand in de financieel-economische sectie van het parket van Antwerpen. Nog vóór het Securitas-incident heb ik, naar aanleiding van een aantal berichten in de media, een onderhoud gehad met procureur-generaal Dekkers omtrent de situatie in de financieel-economische sectie. Wij hebben toen afgesproken dat een advocaat-generaal tijdelijk naar het parket van Antwerpen zou worden gedelegeerd om de procureur des Konings bij te staan. Mijnheer Bourgeois, u zult zich ongetwijfeld herinneren dat ik u deze informatie heb gegeven naar aanleiding van een vraag die u had gesteld. Welnu, het is precies ingevolge de werkzaamheden van deze advocaat-generaal dat aan het licht is gekomen dat nog een 150-tal dossiers wacht op een eindvordering. Het is dus niet zo dat men plots een vaststelling deed en die remedieert, maar het is naar aanleiding van een eerder initiatief in overleg met de procureur-generaal van Antwerpen dat een advocaat-generaal werd gedetacheerd naar het parket van Antwerpen om uit te zoeken waaruit het probleem eigenlijk bestond.

Een 150-tal dossiers wachten dus nog op een eindvordering. Deze dossiers vertegenwoordigen volgens de advocaat-generaal ongeveer 100 000 bladzijden lectuur. De advocaat-generaal heeft terzake trouwens een analyse gemaakt. Uit het rapport dat mij werd bezorgd blijkt dat dit onder meer te maken heeft met de uitbreiding van de taken, met het uitblijven van een aantal benoemingen ingevolge het gebrek aan kandidaten, met het verloop van magistraten binnen het parket van Antwerpen - waar men de parketmagistraten natuurlijk niet kan verhinderen dat ze postuleren voor de zetel - en met de toenemende complexiteit van het dossier.

Ik wens er uitdrukkelijk op te wijzen dat, in tegenstelling tot wat werd gepubliceerd, niet het totaal van de 150 dossiers dreigt te verjaren. Dit is helemaal niet juist. Het is ook niet juist dat deze vaststelling past in het kader van het probleem van de verjaring van de Securitasdossiers. Het gaat over maximum een twintigtal van de 150 dossiers, die eventueel voor verjaring in

aanmerking komen. Ik geef grif toe dat 20 nog veel te veel is, maar het is niet juist dat de totaliteit van die 150 dossiers zou dreigen te verjaren.

Op basis van deze vaststellingen ben ik niet van plan een tuchtonderzoek op te starten. De situatie is tot stand gekomen ingevolge het initiatief van de procureur-generaal van Antwerpen en de vaststellingen van de advocaat-generaal. Een en ander is het gevolg van, onder meer, een aantal externe omstandigheden, zoals het gebrek aan kandidaten. Ik moet toegeven dat de procureur-generaal van Antwerpen zeer gemotiveerd is en de vereiste initiatieven heeft genomen.

Hetzelfde geldt voor de bijkomende administratieve en andere ondersteuning waarin is voorzien. In totaal zijn 71 contractuele juristen aangeworven om de parketten en de rechtbanken bij te staan. Daarvan zijn 55 juristen te werk gesteld op de parketten en 16 op de zetel. Zes contractuele juristen werden ter beschikking gesteld van het parket van Antwerpen, waarvan 2 voor de financiële en fiscale dossiers.

Dat collega Laeremans enig protest laat horen omdat men de hulp heeft ingeroepen van de speurders van de gerechtelijke politie verbaast mij enorm, omdat dit precies een initiatief is geweest van het parket, in overleg met de gerechtelijke politie. Met het doel een oplossing te vinden voor een snelle behandeling van deze 150 dossiers werd een afspraak gemaakt tussen het parket en de gerechtelijke politie om een synthesesnota op te stellen, een zogenaamd samenvattend proces-verbaal, op basis waarvan men de prioriteiten kan vastleggen. Op deze wijze wordt een evenwichtige afspraak gemaakt tussen, enerzijds, de opdracht van de gerechtelijke politie en, anderzijds, de opdracht van de parketmagistraten. Wanneer men initiatieven neemt om het probleem te remediëren door, na overleg, aan mensen van de gerechtelijke politie bepaalde opdrachten te geven, begrijp ik werkelijk niet dat iemand daarop kritiek heeft.

Ik meen dat dit een goede manier van werken is, waarbij men de politiediensten responsabiliseert. Ik heb in de commissie voor de Justitie en in de onderzoekscommissies vaak gehoord dat dit moet kunnen en de gerechtelijke politie heeft op 12 november 1998 reeds haar constructieve medewerking toegezegd.

In verband met de algemene problematiek van de inventaris van de dossiers die dreigen te verjaren, kan ik nog zeggen dat ik op 10 november 1998,

naar aanleiding van het Securitasincident, het college van procureurs-generaal heb gevraagd mij een inventaris te bezorgen van de verschillende zwaarwichtige dossiers die dreigen te verjaren, met daarbij de initiatieven die werden genomen en de oplossingen die door het college worden voorgesteld. Op de vergadering van het college van 17 december zijn we verder op dat punt doorgegaan en heb ik nog eens gewezen op het uitgangspunt van de vraag, met name dat deze documenten een basisinstrument moeten zijn, een nul-rapport op basis waarvan wij de follow-up kunnen maken van de verschillende dossiers waarvan men mededeling zal doen.

Op die manier bouwen we een soort waarschuwingssysteem in waardoor telkens als een dossier dreigt te verjaren de vereiste initiatieven kunnen worden genomen. Dit moet in de toekomst een werkbaar basisinstrument vormen.

Momenteel beschik ik reeds over een aantal onvolledige gegevens. Ik stel voor dat ik u op de hoogte breng zodra ik over alle gegevens beschik en over het instrument voor de opvolging. Op de vergadering van het college van 17 december 1998 heb ik trouwens gevraagd om nog concreter en meer gericht te werken zodat wij over dit werkinstrument kunnen beschikken. Het is echter voorbarig om u nu reeds de onvolledige gegevens mee te delen. Wij moeten immers volledigheid en juistheid nastreven.

Er werden ook vragen gesteld over de toestand inzake de audits en de genomen beleidsmaatregelen. U weet dat er drie soorten managementsbijstand werden opgestart. Ten eerste heeft het bureau ABC de opdracht gekregen een audit uit te voeren van de parketten van Brugge en Namen. Later werd die opdracht uitgebreid tot het parket van Brussel. Deze opdracht is nu beëindigd en u hebt de documenten ontvangen. Ten tweede zijn er de zogenaamde visitatieopdrachten. In toepassing van het gerechtelijk wetboek oefenen de magistraten hierbij toezicht uit op de zetel. Bovendien voeren zij in samenwerking met het bureau Berenschot audits uit. De eerste fase van dit project is intussen beëindigd. Ten derde kan elke koproverster zelf een verzoek om bijstand van een consultant voor een specifiek project formuleren. Dit is onder meer gebeurd in Antwerpen met het Nederlandse bureau CMG. Dit bureau heeft ook een doorlichting opgesteld. Wij hebben u de conclusies meegedeeld.

De ervaring bij het begin van de doorlichting was telkens dat de auditbureaus en de parketten twee

afzonderlijke werelden zijn. De wereld van de consultants kent de wereld van het parket als dusdanig niet. De parketten moesten vaststellen dat de vraagstelling van de auditbureaus eigenlijk geënt is op zelfstandige ondernemingen. Uiteraard zijn dat andere objecten dan de parketten.

De conclusies van de audits waren uniform en werden perfect weerspiegeld in het Octopusakkoord en de hervorming van de parketten. Het concept van het federaal parket en de "vertikalisatie" van het openbaar ministerie komen tegemoet aan de vaststellingen van de audits. De audits waren gelijklopend in hun conclusies. Teamwerk werd aangemoedigd evenals integrale kwaliteitszorg. Voorts zijn toezicht en audit veel belangrijker dan de bevoogding die in het verleden dikwijls voorkwam.

De doorlichting die in Antwerpen werd uitgevoerd was het onderwerp van twee besprekingen met de consultants, de procureur, de procureur-generaal, een vertegenwoordiger van het kabinet en een vertegenwoordiger van de administratie. Momenteel is er een voorstel voor bijstand door een managements-team voor het parket te Antwerpen. Hiervoor zal in het kader van de wetgeving op de overheidsopdrachten een opdracht worden uitgeschreven.

Ik ga nog even in op de vraag van de heer Bourgeois inzake de autonome politieke afhandeling. U weet dat de autonome afhandeling door de politie in feite beperkt is tot feiten die een misdrijf van gemeen recht opleveren en die gepleegd werden door meerderjarigen. Het gaat hier dus niet om alle misdrijven. Zo zijn de misdrijven met een zeer ernstig karakter hiervan uitgesloten. Ik geef even een overzicht van de ontwikkeling van dit initiatief. Dit initiatief ging op 1 april 1996 van start op een beperkt grondgebied binnen het gerechtelijk arrondissement Brugge. Dit gebeurde onder toezicht van de procureur des Konings. De politiediensten konden op een vrij zelfstandige wijze opdrachten uitvoeren onder de directe leiding van hun officieren.

Na positieve evaluaties werd sedert 1 mei 1997 het systeem uitgebreid tot het volledige gerechtelijke arrondissement Brugge en tot het beperkte grondgebied van de zes overige arrondissementen behorend tot het ressort van het hof van beroep van Gent.

Op 26 januari 1998 debatteerde het college van procureurs-generaal hierover op basis van een rapport van de procureur-generaal van Antwerpen. Het college verklaarde zich akkoord om in

een verdere fase te onderzoeken in hoeverre het mogelijk was over te gaan tot de redactie van een gemeenschappelijke rondzendbrief van het college omtrent de autonome politie-afhandeling. Daarbij zou worden uitgegaan van de ervaring opgedaan te Gent.

Op 15 mei 1998 werd het systeem uitgebreid tot het volledige grondgebied van de arrondissementen Brugge, Ieper, Veurne en Oudenaarde en tot het grondgebied van een aantal IPZ's van de arrondissementen Gent, Dendermonde en Kortrijk. Na een evaluatievergadering met de zeven procureurs des Konings van het ressort werd op 9 december 1998 besloten om het autonome afhandelingsstelsel van de politiediensten toe te passen over het hele grondgebied van het hof van beroep te Gent en dit vanaf 15 februari 1999. Trouwens, op 31 december 1998 liet de procureur-generaal in dat verband een samenvattende circulaire verspreiden.

Inmiddels kwam de wet-Franchimont tot stand, die bepaalt dat de algemene beginselen volgens dewelke de politiediensten autonoom kunnen optreden, zullen worden vastgelegd bij wet en de bijzondere regels via richtlijnen. Het ontwerp van wet en de richtlijnen zullen worden uitgevaardigd op basis van de evaluatie van het systeem dat ingaat vanaf februari op het grondgebied van het hof van beroep van Gent. Dat is volgens mij een positieve manier van werken, in de zin dat eerst een evaluatie wordt gemaakt op basis van concrete initiatieven waarna de wet wordt aangepast op basis van de opgedane ervaring.

Op de meer specifieke vraag van de heer Lozie in verband met gewezen procureur-generaal Van Camp kan ik het volgende zeggen. In algemene termen wordt een gerechtelijk onderzoek gevraagd naar de mogelijke betrokkenheid van de procureur-generaal in kwestie in een aantal grote gerechtelijke dossiers van het ressort Antwerpen en in meer bijzondere termen wordt hetzelfde gevraagd omtrent de zaak Superclub.

Mocht er aanleiding zijn tot een gerechtelijk onderzoek ten aanzien van procureur-generaal Van Camp, dan vraag ik u man en paard te noemen. Het is tegen elk principe van de rechtsstaat om zonder meer een algemeen gerechtelijk onderzoek in te zetten. Een dergelijk onderzoek - weze het ten aanzien van een gewezen procureur-generaal of van om het even wie - wordt slechts gestart op basis van concrete gegevens die elementen kunnen zijn van een misdrijf.

Mijnheer Lozie, mocht u over dergelijke gegevens beschikken, dan nodig ik u uitdrukkelijk uit mij deze te bezorgen. En wanneer u het vertrouwen in het gerecht aanhaalt, verzoek ik u hierover niet in algemene termen te spreken, maar precies aan te geven waarover een gerechtelijk onderzoek zou moeten worden gevoerd. Voorts ben ik steeds bereid de concrete gegevens waarover u in dit verband beschikt aan de gerechtelijke autoriteiten te overhandigen of desgevallend zelf een initiatief te nemen. U zult echter wel begrijpen dat terzake niets kan worden ondernomen zonder het bestaan van concrete gegevens.

Mijn laatste uitvoerig antwoord op een interpellatie over de zaak-Superclub dateert van 3 december 1998. Op basis van die gegevens zal ik thans dieper ingaan op deze zaak.

Op 19 november 1998 heb ik het parlement meegedeeld dat de procureur-generaal van Antwerpen op 11 februari 1998 de procureur des Konings van Hasselt had aangeschreven. In haar brief stelt zij de vraag of eenieder die met het dossier-Superclub bezig was ooit iets had vernomen met betrekking tot de ereprocureur-generaal Van Camp. De procureur des Konings van Hasselt, de gelaste onderzoeksrechter, de behandelende parketmagistraat, de leden van het Hoog Comité van Toezicht en de leden van de gerechtelijke politie van Hasselt hebben deze vraag negatief beantwoord. Geen van deze instanties heeft bezwarende elementen vernomen.

Op 19 november 1998 heb ik eveneens meegedeeld dat er een verklaring in de voorwaardelijke wijs bestond met betrekking tot de ereprocureur-generaal van Antwerpen. Het parket-generaal heeft beslist meer informatie over deze verklaring in te winnen opdat het onderzoek definitief zou kunnen worden afgesloten als de informatie niet kon worden bevestigd of aanleiding zou geven tot een strafonderzoek ten laste van de ereprocureur-generaal Van Camp als ze wel werd bevestigd.

Op 3 december 1998 deelt de procureur-generaal van Antwerpen mij mee dat de gerechtelijke onderzoeken gevoerd te Hasselt en te Antwerpen geen elementen aanbrengen die erop wijzen dat Van Camp of zijn onmiddellijke omgeving betrokken zouden zijn bij de feiten-Superclub, behoudens die ene verklaring in de voorwaardelijke wijs. De procureur des Konings te Hasselt heeft deze verklaring nader onderzocht. Dit onderzoek heeft geen enkel nieuw element aan het licht gebracht.

De procureur-generaal van Antwerpen heeft haar standpunt herbevestigd op 8 januari 1999, ik citeer: "Ik beschouw deze fase van de informatievergaring als afgerond en vind geen enkel element terug dat er mij zou toe nopen verder inlichtingen te nemen ten aanzien van ereprocureur-generaal Van Camp".

Mijnheer de voorzitter, collega's, dit betekent dat het parket-generaal te Antwerpen dit dossier afsluit. U mag terecht vertrouwen in en van de justitie verwachten. Daarom dring ik erop aan dat het parlement het besluit van de procureur-generaal van Antwerpen aanvaardt, tenzij het over concrete informatie beschikt. Als dit het geval is, moeten de leden mij deze informatie mededelen opdat ik de nodige initiatieven kan nemen.

Mijnheer de voorzitter, collega's, iedereen heeft de mond vol van het herstel van het vertrouwen in de justitie. Als enerzijds, al de betrokkenen - de procureur des Konings, de onderzoeksrechter, de behandelende magistraat, het HCT en de gerechtelijke politie - unaniem verklaren niet over bezwarende elementen te beschikken ten laste van de heer Van Camp en, anderzijds de verklaring in de voorwaardelijke wijs niet wordt bevestigd zodat de procureur-generaal beslist het dossier af te sluiten, moet het parlement de wijsheid hebben dit besluit te aanvaarden. Op die manier werkt het parlement mee aan het herstel van het vertrouwen in de justitie. Als u over elementen beschikt, moet u ze mededelen. Algemeenheden en uitspraken als "u zou een gerechtelijk onderzoek moeten openen ten laste van de heer Van Camp" kan ik echter niet langer dulden. In wat voor een rechtsstaat zouden wij leven als een minister zijn positief inunctierecht zou kunnen gebruiken om zonder concrete aanleiding een gerechtelijk onderzoek te bevelen.

Als het parlement zijn verantwoordelijkheid wil opnemen en geen koren op de molen wil doen van degenen die geruchten en insinuaties gebruiken om onrust te stoken, moet het parlement zich ofwel neerleggen bij de beslissing van het parket-generaal, ofwel bereid zijn mij concrete informatie mee te delen opdat ik de nodige initiatieven kan nemen.

Mijnheer Lozie, u spreekt in algemene termen. Ik zal dit niet meer aanvaarden omdat wij samen de verantwoordelijkheid dragen van het herstel van het vertrouwen in de justitie. Wanneer er geen aanleiding bestaat om dat vertrouwen te beschamen, verdedig ik de justitie met volle overtuiging. Ik

treed het standpunt bij van de procureur-generaal van Antwerpen. Ik zal mijn positief inunctierecht niet aanwenden ten aanzien van de ereprocureur-generaal Van Camp omdat er geen enkele aanleiding toe bestaat. Als er een aanleiding is, maak ze mij over en dan zal ik het doen.

De voorzitter: Mijnheer de minister, u hebt een duidelijk antwoord gegeven met betrekking tot de communicatie en de manier waarop men de problematiek van de financiële economische sectie in Antwerpen heeft meegedeeld. Indien ook dit antwoord door justitie was verstrekt, was deze interpellatie wellicht overbodig geweest.

Minister Van Parys: Ik maak een verschil met wat zojuist werd gezegd over het Securitas-dossier. Ik heb ook het persartikel gelezen. Wat men daarin heeft gepubliceerd was precies een gevolg van het initiatief dat hier werd besproken. Had men dit juist geplaatst - ik verwijs dienaangaande naar de inhoud van de vraag van de heer Bourgeois en het initiatief dat ik, samen met de procureur-generaal van Antwerpen heb genomen - dan had men perfect geweten in welk kader de publicatie moest worden gebracht.

Er is inderdaad wel een probleem ten aanzien van de mededeling dat 150 dossiers dreigen te verjaren. Ik kan u formeel bevestigen dat het maximaal over 20 dossiers gaat, maar dat zijn natuurlijk 20 dossiers teveel.

De voorzitter: De heer Geert Bourgeois heeft het woord.

De heer Geert Bourgeois (VU): Mijnheer de voorzitter, ook de tweede informatie mocht niet worden gegeven, want het bericht over zes fiscale substituten blijkt ook niet te kloppen.

Zo kom ik terug tot mijn eerste vraag. Is dit het resultaat van het onderzoek dat werd bevolen naar aanleiding van de vorige interpellaties? U hebt er bevestigend op geantwoord. Dit is het effectief *avant la lettre* uitvoeren van het Octopusakkoord door het parket-generaal van Antwerpen. Ik juich dit ten eerste toe.

Wat uw laatste punt van antwoord op mijn interpellatie betreft, met name de autonome politieke afhandeling, ben ik verwonderd over de stand van zaken. Het college van procureurs-generaal heeft in januari 1998 beslist tot onderzoek over te gaan met het oog op een gemeenschappelijke rondzendbrief. Een jaar later, in december 1998, wordt dit project uitgebreid tot het volledige grondgebied van het ressort Gent. Kan

ik aannemen dat de aanvankelijke tweespalt daaromtrent in het college van procureurs-generaal blijft bestaan? Wij herinneren ons allen de hoorzitting waarbij het tot een discussie kwam tussen de procureur-generaal van Gent en zijn Luikse collega die tegen dit systeem was. De minister heeft toen een initiatief genomen om een uniforme regeling te bereiken. Als een rondzendbrief van de procureur-generaal van Gent het enige resultaat is, staan wij sinds de start van dit experiment in april 1996 nog niet veel verder. Met het oog op de implementatie van de inhoud van de wet-Franchimont, ware het nuttig geweest thans reeds conclusies te kunnen trekken. Nu zal er nog een evaluatie volgen en dan nog slechts met betrekking tot één ressort.

Ik heb de indruk dat dit alles verdeeldheid verbergt binnen het college van procureurs-generaal.

Mijnheer de minister, voor de andere punten kunnen wij besluiten dat er een probleem is van bezetting, niet alleen wat betreft de fiscale substituten, maar van het parket in het algemeen. U hebt reeds een aantal maatregelen uitgevoerd of aangekondigd op korte termijn te zullen uitvoeren. Ik kan dit alleen maar onderschrijven.

U hebt ook terecht gezegd dat het Octopusakkoord van aard moet zijn om de betrokkenheid van de substituten bij de dossiers te vergroten om alzo de aantrekkelijkheid van het ambt te bevorderen, terwijl in het algemeen de betutteling van de substituten toch zal verminderen. Nu hebben zij vrijwel geen enkele beslissingsbevoegdheid. Zij moeten zelfs motiveren waarom zij beroep aantekenen.

Mijnheer de minister, u hebt aangekondigd een aantal maatregelen te zullen nemen op korte termijn. Daarover werd een motie ingediend. Toch vraag ik u een onderzoek te laten uitvoeren naar de dieperliggende oorzaken van de verminderde aantrekkingskracht van het parket. Deze evolutie moet ons bekommeren. Maatregelen op korte termijn zijn goed. Op langere termijn evenwel moet men over de zekerheid beschikken dat voldoende mensen zich zullen geroepen voelen tot dit inderdaad zeer belangrijke ambt. Het zou niet onnuttig zijn een werkgroep met bevoegde en deskundige mensen hiermee te belasten.

Minister Van Parys: Er is geen onderzoek meer nodig. Wij weten dit. Ik heb de verschillende elementen opgesomd. De aantrekkingskracht is onvoldoende ingevolge de bestaande verhoudingen in het parket. Daaraan wordt met

het Octopusakkoord tegemoet gekomen. Verder is er het statuut. Ik heb u gesproken over de vlakke loopbaan. Ik denk niet dat het nodig is nu nogmaals een onderzoek in te stellen. Wij kennen het probleem en het Octopusakkoord komt eraan tegemoet. Op korte termijn moeten wel de aangekondigde initiatieven worden genomen, maar wij zullen ook de verantwoordelijkheid moeten opnemen om het statuut effectief aan te passen. De vlakke loopbaan moet worden ingevoerd. Wat men ook moge zeggen over de aantrekkingskracht, het statuut op zich zal altijd een element blijven. Dit is duidelijk. De Octopuspartners zullen ook die verantwoordelijkheid op zich moeten nemen.

De heer Geert Bourgeois (VU): Ik hoop dat u gelijk hebt. Het Octopusakkoord bevat inderdaad de twee elementen: de herstructurering en de vlakke loopbaan. Ik hoop dat u gelijk hebt dat daarmee, samen met de maatregelen op korte termijn die u aankondigt, het probleem wordt verholpen. Ik vrees echter dat dit nog niet zo zal zijn. Het lijkt mij dan ook nuttig om door mensen op het terrein, die de situatie kennen, een aantal praktische bezwaren en obstakels te laten formuleren. Ik kan dit slechts voorstellen.

Inzake het tuchtonderzoek hebt u onderstreept dat hiertoe geen aanleiding is, want dat precies de actie van het parket-generaal hierin klaarheid bracht. Mijn vraag betreft natuurlijk de voorgaande jaren, ook al zijn er slechts twintig zaken, die dreigen te verjaren. Ook voor de Securitas-zaak wilde u onder andere onderzoeken of er sprake was van fouten of zware nalatigheden. Ik wijs erop dat deze dossiers dateren uit begin de negentiger jaren. Het is niet omdat nu naar aanleiding van een correct toezicht door het parket-generaal zaken aan het licht komen, dat men geen onderzoek moet instellen naar de oorzaak van de dreigende verjaring.

Vervolgens is er de audit. Ik krijg daarbij een eigenaardig gevoel. Ik voel aan dat dit auditbureau niet helemaal of soms zelfs helemaal niet vertrouwd was met de cultuur van een parket. Het is inderdaad een kwestie van toezicht en van IKZ. Niettemin denk ik dat er nog een meer diepgaande doorlichting van elk parket moet gebeuren betreffende de doorlooptijd van zaken bijvoorbeeld. U kunt dit misschien oplossen met de visitatiecommissies. Specifiek moet men onderzoeken waarom met een bepaalde bezetting een parket voor een bepaald aantal zaken meer tijd nodig heeft dan een ander parket met een gelijkaardig aantal zaken en een gelijkaardige bezetting.

Wat het bijstandsmanagement in Antwerpen betreft, verwondert mij dit enigszins vermits u de vorige keer hebt geantwoord niet te willen ingaan op de suggestie van het Nederlandse bureau om management bijstand te verlenen.

Minister Van Parys: Dit is niet wat het Nederlandse bureau heeft voorgesteld. Het is een bijstandsproject dat in overleg met de administratie en het kabinet werd uitgewerkt. Het is dus niet het concrete voorstel van het bureau, dat trouwens onbetaalbaar was. U moet weten dat die bureaus soms ook nog andere belangen hebben.

De heer Geert Bourgeois (VU): Is dit dan specifiek voor Antwerpen, of moeten daaruit algemene conclusies kunnen worden getrokken?

Minister Van Parys: Dit is specifiek voor Antwerpen, in het kader van de specifieke bevoegdheid van een procureur om te vragen een managementsbijstandsproject te organiseren. Dit lijkt mij een goed initiatief.

De heer Geert Bourgeois (VU): Mijnheer de minister, wij waren het er toch over eens dat ingevolge het Octopusakkoord deze taak in de toekomst specifiek bij de procureur ligt. Hij moet zich ontpoppen tot de manager van zijn rechtsgebied.

De voorzitter: De heer Bart Laere-mans heeft het woord.

De heer Bart Laere-mans (VL.BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik zou in de repliek toch een aantal opmerkingen willen maken.

Mijnheer de minister, u hebt gezegd dat er een omkadering is voorzien. Zo zijn er onder meer een aantal magistraten die deel uitmaken van de financieel-economische cel. Ik wens er nogmaals op te wijzen dat de bewuste persoon in een bepaalde rechtszaak heeft verklaard dat hij het niet meer aankon. Hij zei dat hij het dossier nog niet eens diagonaal had kunnen lezen.

U zegt zelf dat een van beide vacatures reeds dateert van 3 december 1993. Volgens mij zijn er niet voldoende inspanningen geleverd om die vacatures in te vullen.

Minister Van Parys: Als er geen kandidaten zijn, wat moet men dan doen?

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Het gaat hier waarschijnlijk om de tweetalige functie. Men zou misschien kunnen opteren om de wet te veranderen. Waarom moet er in Antwerpen nog altijd een tweetalige substituuat zijn ?

Minister **Van Parys** : U stelt dus voor om de taalwetgeving te veranderen ?

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Ik vind dit voor Antwerpen inderdaad enigszins archaisch.

Minister **Van Parys** : Waarvan akte !

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Het gaat hier om Antwerpen, mijnheer de minister, Brussel is uiteraard iets anders.

Minister **Van Parys** : Het gaat wel om Voeren.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : U hypothekeert de werking van een heel arrondissement omwille van een paar franstalige Voerenaars. Mijn keuze is op zo'n ogenblik vlug gemaakt.

Minister **Van Parys** : We zullen zien hoe men op uw voorstellen zal reageren.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de minister, u stelt terecht vast dat het heel moeilijk blijft om parketmagistraten te vinden. Er zijn acht vacante betrekkingen en er zijn slechts vier potentiële kandidaten. U denkt aan deze situatie iets te kunnen veranderen via het invoeren van de vlakke loopbaan.

Ik zou nogmaals willen beklemtonen dat de huidige functie van parketmagistraat werkelijk een hondenstiel is. Deze personen moeten een enorm aantal dossiers verwerken. Het aantal van 77 juristen voor heel het openbaar ministerie is echt te weinig om goed te kunnen functioneren. Volgens mij moeten wij evolueren naar een situatie waarbij elke magistraat iemand naast zich krijgt. Onder meer omwille van deze werkoverlast is er een zeer groot aantal seponeringen wat een gevoel van straffeloosheid doet ontstaan, wat dan weer extra criminaliteit in de hand werkt, enzovoort. Daarnaast is er ook nog het aspect dat magistraten worden onderbetaald. Met het invoeren van de vlakke loopbaan is het probleem nog niet opgelost.

Volgens u zal het Octopusakkoord op dat vlak voor enige verbetering zorgen. Ik heb daarover mijn twijfels. Terecht werd daarnet opgemerkt dat men toch rekening zou moeten houden met wat er op het terrein leeft. De mensen op het terrein vrezen inderdaad - dit is trouwens duidelijk gebleken tijdens de hoorzittingen - de implementatie van het Octopusakkoord. Nu reeds is er sprake van overbelasting en als daar dan ook nog eens een compleet nieuwe structuur bij komt, vrezen de betrokkenen helemaal te zullen verzuipen in het werk. U zegt dat het werken in ploeg de sfeer zal verbeteren. Dan moet men wel beschikken over een voldoende aantal mensen om die ploegen te bemannen.

Mijnheer de minister, u stelde vragen over mijn opmerking in verband met de inzet van de gerechtelijke politie. Ik aanvaard dat er terzake aan een noodoplossing wordt gewerkt. Een werkwijze waarbij een dossier dat door de politie werd klaargestoomd, vervolgens bij het parket terechtkomt en tenslotte door de politie moet worden samengevat, lijkt mij niet echt de gebruikelijke procedure. Volgens mij moeten politiemensen niet de leemten opvullen die op de parketten bestaan. Politiemensen moeten zich allereerst bezighouden met politiewerk. Er moet worden gezorgd voor voldoende mankracht op de parketten.

De **voorzitter** : De heer Frans Lozie heeft het woord.

De heer **Frans Lozie** (ECOLOGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u was klaar en duidelijk in uw antwoord. Ik zal trachten dit ook te zijn in mijn repliek.

Op 5 januari van dit jaar was er in het televisieprogramma TerZake van de VRT een journalist aan het woord van het tijdschrift Trends. Volgens deze journalist zijn er in het dossier Super Club 12 tot 15 getuigen die verklaren dat de vorige procureur-generaal Van Camp in deze zaak een rol heeft gespeeld, als aandeelhouder, als iemand die de onderzoeken bemoeilijkt of als iemand die door een van de betrokkenen, de heer De Prins, zou zijn vergoed voor geleden verlies.

Deze heel concrete beweringen werden geuit op 5 januari. Ik heb hier de woordelijke weergave van de uitzending. Uit uw antwoord heb ik begrepen dat sommige ervan slaan op een zaak waarin volgens u bijkomende onderzoeksverrichtingen zouden zijn gedaan en die afgerond zijn. Maar 12 tot 15 getuigen is niet niets. Ofwel zal degene wiens naam is vernoemd een gerechtelijk initiatief wegens laster en

eerroof nemen, ofwel zal men een oproep aan de getuigen lanceren, zoals procureur-generaal Dekkers dat reeds aan alle betrokkenen in het dossier voordien heeft gedaan, om hun informatie rechtstreeks aan het gerecht door te spelen. In ieder geval, wanneer personen die jaren aan het dossier werkten en meestal niet lichtzinnig spreken, dergelijke verklaringen afleggen, kan men er zich niet van af maken met de geruststelling dat men een oproep heeft gedaan waarop geen reactie is gekomen en men dus geen gerechtelijk onderzoek heeft geopend.

Ik ben het eens met u, mijnheer de minister, dat er geen gerechtelijk onderzoek in algemene termen hoeft te worden geopend, maar gezien de aangehaalde verklaringen dringt er zich toch een gerechtelijk onderzoek in het concrete dossier Super Club op. Dat heb ik ook in mijn motie van aanbeveling opgenomen.

De **voorzitter** : Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Bourgeois en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Geert Bourgeois en Frans Lozie

en het antwoord van de minister van Justitie, - beveelt de minister aan om een onderzoek te laten voeren naar de oorzaken van de dalende aantrekkingskracht van het parket;

- beveelt de minister aan om de parketmagistraten een betere administratieve ondersteuning te geven, derwijze dat de parketmagistraten zich op het eigenlijke opsporings- en vervolgingswerk kunnen toespitsen."

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Geert Bourgeois et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Geert Bourgeois et Frans Lozie

et la réponse du ministre de la Justice, - invite le ministre à faire procéder à une enquête afin de déterminer pour quelles raisons le parquet semble exercer de moins en moins d'attrait;

- invite le ministre à fournir aux magistrats du parquet un meilleur appui administratif afin qu'ils puissent se consacrer au travail de recherche et de poursuite proprement dit."

voorzitter

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Frans Lozie en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Geert Bourgeois en Frans Lozie

en het antwoord van de minister van Justitie, vraagt aan de regering via de minister van Justitie een gerechtelijk onderzoek te openen naar de rol van de vorige procureur-generaal van Antwerpen in het gerechtelijk dossier Super Club in het ressort Antwerpen."

Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Frans Lozie et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Geert Bourgeois et Frans Lozie

et la réponse du ministre de la Justice, demande au gouvernement de faire ouvrir, par l'intermédiaire du ministre de la Justice, une enquête sur le rôle qu'a joué le précédent procureur général d'Anvers dans le dossier judiciaire Super Club dans le ressort d'Anvers."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Yves Leterme.

Une motion pure et simple a été déposée par M. Yves Leterme.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De voorzitter : De mondelinge vraag van de heer Renaat Landuyt (nr. 1780) wordt op zijn verzoek naar een latere datum verschoven.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.50 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 16.50 heures.*
